



**PAS DE PRISON POUR LES SYNDICALISTES :
TOUS ET TOUTES À PARIS LE 12 JUIN !**



RÉvolutionnaires

35 29 MAI 2025 · 2€ · LE JOURNAL DU NPA-RÉvolutionnaires

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**ILS LICENCIENT,
RÉPRIMENT
ET SOUTIENNENT
LE GÉNOCIDE
EN PALESTINE**

Par nos luttes,

**STOPPONS
MACRON ET
LES PATRONS !**



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

ÉDITORIAL

Seule la mobilisation pourra stopper le soutien des dirigeants impérialistes à ce génocide

Les images de Gaza sont chaque jour plus insoutenables. Les horreurs qu'inflige le régime de Netanyahu à une population civile désarmée relèvent du crime contre l'humanité qui vise à faire disparaître le peuple palestinien. Un « génocide en direct », dit Amnesty International, contre lequel nous, travailleurs, nous devons et nous pouvons agir !

LES LARMES DE CROCODILE N'ARRÈTENT PAS LES MASSACRES

Le Canada, la France et la Grande-Bretagne ont publié un communiqué commun pour dénoncer les « actes honteux du gouvernement Netanyahu ». Mais 40 % des importations israéliennes viennent d'Europe, dans le cadre d'un accord commercial. Le 20 mai l'Union européenne a annoncé « vérifier » si Israël respecte « toutes les dispositions de l'accord, fondées sur le respect des droits de l'homme ». Qu'y a-t-il à vérifier, lorsque chaque jour des dizaines d'enfants, de femmes et d'hommes meurent sous les bombes ou de faim à cause du blocus imposé par l'armée israélienne ? Pendant le génocide, le commerce continue, y compris celui des armes. Les États-Unis ont annoncé fin avril la livraison de plus de 3 000 nouvelles bombes à larguer sur Gaza. La France n'est pas en reste, qui livre des composants militaires indispensables aux armements israéliens.

SUITE PAGE 2 >>

**NPA
RÉvolutionnaires**

POLITIQUE	<i>p. 1 à 3</i>	INTERNATIONAL	<i>p. 4 à 6</i>	DOSSIER	<i>p. 7 à 10</i>	DANS LE CONTEXTE DES PRIDE	<i>p. 11</i>	PREMIÈRES LIGNES	<i>p. 12 à 14</i>	VIE DU PARTI	<i>p. 15</i>	NPA JEUNES	<i>p. 16</i>
éditorial Seule la mobilisation pourra stopper le soutien des dirigeants impérialistes à ce génocide	L'agriculture a Duplomb dans l'aile	Crimes contre l'humanité en Palestine, sur fond de bal des hypocrites	L'INTERNATIONALISME EN PRATIQUE : rencontre de forces internationalistes à Paris (16, 17 et 18 mai)		Quand le pinkwashing des instances sportives rencontre l'homophobie des joueurs de foot	États-Unis et Union européenne : offensive contre les personnes LGBTI	Le 12 juin 2025 : obtenez la relaxe pour les postières et les postiers du 92 Gaël et Yann doivent être réintégrés !	Dans le transport, le 5 juin se prépare	Des fêtes régionales	Des fêtes régionales	Fichage, filatures, micros, caméras espionnes : la présidence de Nanterre emprunte des techniques policières contre des militantes et militants		
La mobilisation des chauffeurs de taxi	Sommet « Choose France » : une industrie de fausses annonces en pleine vague de licenciements	Trump au Moyen-Orient : le VRP du grand capital américain en tournée	Budget de Trump : la guerre des classes pour enrichir les riches	Ukraine : les bombes continuent de tomber sur la population	Répondre à l'offensive anti-LGBTI			La coupe est pleine dans les écoles de Gennenvilliers !	Un meeting à Ivry-sur-Seine (94), le 21 mai		Lycées privés : au nom du Père, du fisc et du blé public		
Présidentielle 2027 : deux ans de pitreries politiciennes pendant que passe le rouleau compresseur antisionnal et militariste ?	En Russie, l'internationalisme criminalisé						Dans le 93, des centaines de collègues mobilisés contre la répression	Les profs mobilisés contre la criminalisation du soutien à Gaza	Strasbourg : contre le génocide à Gaza, les lycéens ne se résignent pas !				
							Des étudiants d'Etsup en lutte contre la fermeture de leur école						

»»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

HONTE À MACRON QUI CONTINUE DE CRIMINALISER LE SOUTIEN À LA PALESTINE !

Quo qu'ils en disent, les États impérialistes continuent de soutenir Israël car, depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, il est l'un de leurs gendarmes dans cette partie du monde, prêt à intervenir contre les peuples qui se révoltent contre l'ordre capitaliste dans la région.

Voilà pourquoi Macron réprime celles et ceux qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien. Après la menace de dissoudre l'association Urgence Palestine qui organise les manifestations, c'est une enseignante du lycée de Sens qui est suspendue pour avoir organisé une minute de silence pour Gaza ! Honte ! Honte à ce gouvernement qui couvre les génocidaires et réprime ceux qui dénoncent ce massacre !

Pour détourner l'attention et flatter le racisme, Retailleau fait grand bruit autour d'un rapport sur le prétendu « entrisme des Frères musulmans » en France. Rapport qui pointe en réalité le déclin de ce mouvement. Mais qui parle de « l'entrisme » des soutiens aux génocidaires du gouvernement Netanyahu, depuis les plateaux de CNews jusqu'au plus haut sommet de l'État ? Contre tous les poisons racistes, contre l'antisémitisme comme l'islamophobie, contre les amalgames haineux du pouvoir, unissons nos forces pour dire qu'à Gaza, c'est toute l'humanité qu'on assassine !

AMPLIFIONS LA MOBILISATION POUR EXIGER LA FIN DU SOUTIEN AU GÉNOCIDE !

Si Macron et Starmer critiquent aujourd'hui Netanyahu en paroles, c'est parce qu'ils craignent que sa guerre contre tous les peuples de la région déstabilise les dictatures arabes complices et déclenche des révoltes populaires en Jordanie, au Liban, en Syrie ou en Égypte. C'est tout ce qu'on peut souhaiter... et nous pouvons y contribuer ici en montrant que les génocidaires et leurs complices n'agissent pas en notre nom, pas au nom des classes populaires !

En Israël même, les manifestations continuent : des centaines d'Israéliens se sont rendus sur la frontière avec Gaza pour exiger la fin des bombardements, brandissant des panneaux « *Palestinian lives matter* ». Aux États-Unis, la présidente de l'université de Columbia a été huée par des centaines d'étudiants criant « *Free Palestine* » et « *Free Mahmoud* », cet étudiant palestinien arrêté pour avoir manifesté en soutien à la Palestine. À la Haye, plus de 100000 personnes ont manifesté pour exiger la rupture des relations avec Israël. Oui, c'est bien la seule chose qui permettra de mettre un terme à ce génocide : poursuivre et amplifier la mobilisation pour stopper le soutien de nos gouvernements à l'État israélien !

• 27/05/2025

Taxis : D'UN CÔTÉ, COLÈRE ET MOBILISATION DES CHAUFFEURS CONVENTIONNÉS INDÉPENDANTS OU SALARIÉS, DE L'AUTRE, MARCHANDAGES DES GRANDES ENTREPRISES DE TAXIS AVEC LE GOUVERNEMENT

Bayrou a eu beau affirmer prendre « très au sérieux... l'émotion » des chauffeurs de taxi, leur colère n'est pas retombée, même si l'intersyndicale regroupant les fédérations des entreprises de taxi se sont félicitées de « l'écoute » du Premier ministre. Celui-ci, se voulant rassurant, a annoncé qu'il allait « retravailler le détail » de la nouvelle convention du secteur avec la Sécurité sociale.

Les taxis dits « conventionnés » assurent le transport des patientes et patients, puis sont remboursés par la Sécurité sociale. Ce transport sanitaire dévolu au privé, peut représenter jusqu'à 80 % de leur activité (et du revenu des chauffeurs !), surtout dans les zones éloignées des hôpitaux. On compte près de 30 000 « entreprises de taxis conventionnés », possédant un peu plus de 40 000 taxis. Autrement dit, une grande majorité de chauffeurs à leur compte, les autres étant salariés d'entreprises « conventionnées » gérant plus ou moins cinq taxis, ou qui dépendent de véritables grandes entreprises de taxis non conventionnées, exerçant dans les plus grandes villes du pays.

La nouvelle convention va réduire le remboursement par la Sécurité sociale, en ne rémunérant plus les retours à vide, ni les temps d'attente. Cette nouvelle règle impacte notamment les zones rurales, où les taxis ont peu de chance d'éviter un retour à vide, ce qui se traduira par une perte de revenu de 25 à 30 % selon les organisations professionnelles, voire l'abandon de l'activité dans certains cas.



COMME D'HABITUDE, L'ÉTAT CHERCHE LES ÉCONOMIES SUR LE DOS DES SERVICES UTILES À LA POPULATION

Avec l'argument que la dépense du transport sanitaire a augmenté ces dernières années. En oubliant de préciser que le coût du transport sanitaire augmente dans la mesure où l'on ferme des lits dans les hôpitaux. Aux malades de longue durée de se déplacer pour leur chimiothérapie, leur dialyse et autres soins lourds.

L'heure est aux économies de la Sécu ? Mais pourquoi ne pas s'en prendre aux prix effarants pratiqués par les grands labos pharmaceutiques pour les nouveaux médicaments contre le cancer, les maladies cardiaques et autres, plutôt qu'aux chauffeurs conventionnés ? Sans parler des profits des grands laboratoires d'analyse et autres fournisseurs privés des hôpitaux publics.

Il n'en reste pas moins que le service de transport sanitaire devrait être public, car aujourd'hui en partie privé, il participe surtout à l'enrichissement des grandes compagnies de taxis dont les fédérations chapeautent les négociations avec le gouvernement, pas aux petits taxis individuels et aux chauffeurs salariés, dont on comprend la colère.

H.C. • 27/05/2025

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS	20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS	40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN	20€
------	-----

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 35 • 29 MAI 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAUX, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAUX

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

Présidentielle 2027 : deux ans de pitreries politiciennes pendant que passe le rouleau compresseur antisocial et militariste ?

Après le congrès de LR qui a dopé les ambitions présidentielles du très réactionnaire Bruno Retailleau, place au congrès du PS. Affrontement d'éléphanteaux, comme le maire de Saint-Ouen Karim Bouamra qui promet à quiconque se présenterait contre lui à gauche aux municipales 2026 : « On va te défoncer ! » Affrontements sans fond politique pour la direction du parti de Hollande, qui a enfanté Valls et Macron, et mené leur politique, pour déterminer la tactique qui ramassera le plus de voix et d'élus et surtout pour désigner celui qui va la mener.

Pour ne pas être en reste, François Ruffin a proposé, en se présentant comme libre de tout parti (donc sans troupes), des primaires de la gauche dont il espère qu'elles serviront à le désigner candidat. Ce projet qu'il qualifie de « primaires geyser » semble un départ bien précoce de l'étonnement Ruffin sans écurie présidentielle. Glucksmann, autre homme libre, a déjà annoncé qu'il n'y participerait pas, lui qui se voit déjà en haut de l'affiche du fait de ses 13 % aux Européennes.

Toute cette gauche, dont les Verts, le PS et le PCF, n'hésite pas à hurler avec loups contre la FI, pourtant leur partenaire de front populaire qui leur a permis de sauver l'essentiel de leurs députés, en reprenant de manière sournoise la calomnie d'antisémitisme. Une balle dans le pied qui accélère la dédiabolisation du RN et surtout stigmatise tous les mouvements de solidarité au peuple palestinien. Et ce sont les mêmes qui n'auront qu'un seul mot à la bouche dans les élections, « union de la gauche ».

RAPHAËL PRESTON • 26/05/2025

POUR DES CANDIDATURES RÉVOLUTIONNAIRES AUX MUNICIPALES DE 2026

Tous les partis qui aspirent à gouverner pour le compte de la bourgeoisie prévoient de faire des municipales un laboratoire pour mesurer les rapports de force entre eux et les alliances futures pour la présidentielle de 2027. Mais comme toutes les élections, elles seront aussi un moment de politisation, où la partie des travailleurs qui ont le droit de vote et n'ont pas renoncé à l'utiliser exprimera un avis avec un bulletin dans l'urne. Il est de la responsabilité des organisations d'extrême gauche, comme le NPA-R et Lutte ouvrière, de faire en sorte qu'il y ait, dans le plus de villes possibles, un bulletin qui permette d'exprimer clairement la confiance des travailleurs dans leurs propres forces, dans leurs propres luttes, pour en finir avec ce système.

L'AGRICULTURE A DUPLOMB DANS L'AILE

Cette loi lourde de conséquences pour l'agriculture est en débat depuis le 26 mai à l'Assemblée nationale. Pondue pour répondre aux exigences de la FNSEA et des patrons de l'agrobusiness, le texte prévoit une levée de restrictions concernant certains pesticides, notamment d'un néonicotinoïde tristement célèbre pour être tueur d'abeilles, l'introduction d'épandages par drones et des possibilités de construire plus de mégabassines et d'élevages industriels. Que du propre quoi. Il faut dire que Laurent Duplomb, auteur de la loi, s'y connaît : il a été président FNSEA de la chambre d'agriculture de la Haute-Loire !

La ligne affichée par les promoteurs de cette loi est claire : l'écologie, c'est des contraintes inutiles, ça empêche les agriculteurs de bosser. Alors, que ça dégagé ! Les porte-paroles FNSEA disent : « Laissez-nous travailler ! » De la part de son président, Arnaud Rousseau, patron du groupe agroalimentaire Avril, on comprend plutôt : « Laissez-nous faire notre business tranquille ! » Dans la même veine que la loi d'orientation agricole de mars 2025, toutes les mesures environnementales sont accusées de signer l'arrêt de mort de l'agriculture française... alors que la France est

la première puissance agricole européenne !

LA FNSEA CONTRE LES ÉCOLOS

Les manifestations appelées par la FNSEA le 26 mai n'ont pas remué les foules. Malgré cette petite pression, le texte sera finalement examiné en commission paritaire pour éviter les amendements. Les défenseurs du projet de loi maintiennent donc la pression pour que les normes environnementales sautent, sous prétexte qu'elles pénalisent la compétitivité de la France. À les écouter, il faudrait niveler par le bas les restrictions sur les pesticides, alors que les médecins et experts environnementaux alertent sur les risques liés aux produits phytosanitaires, auxquels les agriculteurs sont les premiers exposés. À ce jeu de qui sera le plus compétitif, la majorité des agriculteurs ont tout à perdre, en premier lieu leur santé. Certains d'ailleurs ne sont pas dupes et savent que ce seront comme d'habitude les grands producteurs qui vont en profiter. C'est l'agriculture capitaliste qui tue les agriculteurs à petit feu, pas les défenseurs de l'environnement !

JEAN EINAUGIG ET FLORA MARILLA

• 27/05/2025

5 JUIN, UNE DATE À CONSTRUIRE... MALGRÉ TOUT !

L'attentisme des directions syndicales depuis le mouvement de 2023 sur les retraites se nourrit de leur politique nationaliste alignée sur le tournant militariste du gouvernement, dont elles prétendent tirer quelques avantages en termes d'emploi ou de salaire. Et aussi du fait qu'elles invitent les travailleurs à mettre tous leurs espoirs dans la victoire de la gauche aux prochaines élections. La CGT appelle néanmoins à une grève interprofessionnelle le 5 juin sur les retraites et les salaires. Cette journée n'a pas été choisie au hasard : ce jour-là s'ouvre la « niche parlementaire » du PCF, qui entend remettre au vote la dernière réforme des retraites. La FI avait fait la même tentative en novembre dernier, sans succès. Mais pourquoi retenter la même

recette condamnée à échouer ? Pourquoi s'appuyer sur la force des travailleurs en grève pour rentrer à la niche... parlementaire ? Alors que la semaine de grève à la SNCF, à laquelle plus de 70 % des contrôleurs ont participé, a montré une envie de se battre, que quelques grèves se sont développées dans d'autres secteurs et que la période est toujours marquée par des annonces de licenciements en cascade, le 5 juin pourrait devenir un rendez-vous de préparation de la lutte pour des travailleurs désireux d'en découdre. C'est en ce sens que les militants ouvriers peuvent utiliser cet appel à la grève et le rendre moins inoffensif et symbolique que ce à quoi la direction de la CGT voudrait le cantonner.

SOMMET « CHOOSE FRANCE » : UNE INDUSTRIE DE FAUSSES ANNONCES EN PLEINE VAGUE DE LICENCIEMENTS

Si la réalité se pliait aux communiqués triomphalistes de l'Élysée à chaque édition de « Choose France », l'industrie française aurait depuis longtemps dépassé non seulement l'Allemagne, mais même la Chine ou les États-Unis. Chaque année depuis 2018, Macron offre une visite du château de Versailles à des grands capitalistes du monde entier. Le ticket d'entrée est modeste : il suffit d'une vague promesse d'investissement qui n'a d'autre but que de s'ajouter à une somme totale que Macron pourra annoncer. En contrepartie, des subventions publiques à gogo.

Exemple : en 2023, le patron du groupe taïwanais ProLogium a promis d'investir cinq milliards pour une usine de batteries électriques à Dunkerque - la mode était alors à la transition énergétique, aujourd'hui oubliée au profit de l'industrie militaire. 3 000 emplois à la clé. L'État a consenti à 1,4 milliard d'aides publiques - sans compter la mise à disposition d'infrastructures portuaires, routières, etc. Deux ans plus tard, ProLogium embauche... 15 personnes à Dunkerque, plus occupées à monter des dosiers pour débloquer ces subventions qu'à construire des batteries. Mais son PDG ne raterait sous aucun prétexte une édition de Choose France, où il peut réitérer chaque année ses promesses.

Le capitalisme sénile de seconde zone version Macron renoue avec la méthode Coué des bureaucraties d'URSS qui se vantait de réaliser le « plan quinquennal en trois ans ». À Versailles, chaque année est un nouveau record. 178 projets pour plus de 47 milliards d'euros d'investissements



annoncés depuis huit ans, mais seulement une quinzaine de projets opérationnels à ce jour, avec, en moyenne... 30 emplois créés par projet !

Les mensonges de Versailles ne feront pas oublier la vérité des 400 000 licenciements recensés par les militants ouvriers de la CGT. L'heure n'est pas à croire au père Noël. Ni les fastes de Versailles, ni les subventions publiques (même si elles étaient déguisées en nationalisations), ni les « lois travail » pour offrir au patronat une main-d'œuvre encore plus exploitable, ni les droits de douane ou autres accords commerciaux ne sauveront le moindre emploi. Au contraire : les patrons font des profits et licencient... pour en faire encore plus. Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces et les unifier pour imposer l'interdiction des licenciements et le partage du travail.

RAPHAËL PRESTON • 26/05/2025

Crimes contre l'humanité en Palestine, sur fond de bal des hypocrites

Après avoir pendant près de deux ans soutenu les massacres perpétrés par Israël en Palestine, les dirigeants européens réunis le week-end dernier à Madrid auraient soudain découvert que trop c'est trop. Il faudrait, ont-ils déclaré, « arrêter cette guerre qui n'a plus de but » (en avait-elle donc pour eux auparavant ?) « et faire entrer l'aide humanitaire de façon massive ». Pas au point de forcer le passage de Rafah gardé par l'armée israélienne, juste prier Netanyahu de laisser passer quelques subsides. Ce qui leur fait virer leur cuti, ce n'est pas le sort du peuple palestinien. C'est leur inquiétude que la prolongation du massacre et les projets de Netanyahu ne déstabilisent toute une région où ils ont tant d'intérêts.

LE RÊVE DE NETTOYAGE ETHNIQUE DE NETANYAHOU

Le 12 mai dernier, devant la commission des Affaires étrangères du Parlement israélien, Netanyahu s'est félicité qu'Israël ait « détruit de plus en plus de maisons ». « Le seul résultat évident sera que les Gazaouis choisiront d'émigrer en dehors de la bande », a-t-il ajouté, « mais notre principal problème est de trouver des pays pour les accueillir. »

Netanyahu avait envisagé dès le début de sa guerre à Gaza d'installer de vastes camps de réfugiés dans le Sinaï égyptien. Le président égyptien, le Maréchal Sissi, y avait mis son veto, déclarant le 18 octobre 2023, lors d'une conférence de presse aux côtés du chancelier allemand venu lui rendre visite : « J'ai mis en garde à plusieurs reprises contre l'idée de déplacer des Palestiniens vers l'Égypte ou la Jordanie [...] Je propose de déplacer les citoyens de Gaza vers le Néguev en Israël, jusqu'à la fin de la guerre ». Et pour qu'Israël garde ses Palestiniens, quitte à les parquer dans son désert du Néguev, le maré-

chal ajoutait qu'il appellerait les Égyptiens à descendre dans la rue contre ce projet, au nom, précisait-il, de la « sécurité » de l'Égypte. Une manifestation, il l'avait eue deux jours plus tard, le 20 octobre, bien plus massive qu'espérée, et reprenant des slogans pro-palestiniens comme des slogans pour le pain et la liberté, comme lors de la révolte égyptienne de 2011, contre le gouvernement. Ce fut la dernière et la plus grosse manifestation en Égypte, après quoi le couperet est retombé, interdisant toute protestation et multipliant les arrestations d'opposants.

LES GRANDES PUISSANCES ET LEURS GENDARMES RÉGIONAUX

Aujourd'hui, avec Gaza en ruine, une population affamée et plus de 54 000 morts, c'est à nouveau ce projet de vider l'enclave de ses habitants que le gouvernement israélien met en avant. Et Macron et ses semblables à la tête des grandes puissances impérialistes s'inquiètent des révoltes que la surenchère d'un Netanyahu pourrait finir par susciter. Et si volait en éclat l'« ordre » dans la région ?



Ce à quoi s'ajoute la crainte des gouvernements de pays voisins d'Israël de voir déferler chez eux 2,2 millions de pauvres de plus.

Depuis déjà un mois, Macron a donc changé de discours. Lors de sa visite en Égypte où il a rencontré le maréchal Sissi, mais aussi Abdallah II, roi de Jordanie, flanqué du ministre des Transports et de quelques autres, dont le PDG d'Alstom (pour le marché de la future ligne 6 du métro du Caire), Macron a parlé « affaires ». Mais aussi de la reconnaissan-

sance d'un État palestinien. Mais quel État ? Une bande de Gaza en ruines, une Cisjordanie rongée par les colonies sionistes, gérées par une autorité sur laquelle les grandes puissances, voire Israël, auraient de fait la main ?

On ne sait plus comment juger un tel cynisme. Continuons à manifester contre le génocide perpétré par un État sioniste assassin, et des États impérialistes complices !

OLIVIER BELIN • 27/05/2025

TRUMP AU MOYEN-ORIENT : LE YRP DU GRAND CAPITAL AMÉRICAIN EN TOURNÉE

En déplacement en Arabie saoudite, au Qatar et aux Émirats arabes unis, le président américain n'a pas seulement signé des accords commerciaux (pour un montant estimé de 2 000 milliards de dollars), il s'est également rapproché des principaux États du Golfe et a esquissé son « plan » pour la région – au détriment de Netanyahu, que Trump n'a pas daigné rencontrer.

Trump a entrepris de négocier de nouveaux investissements afin de resserrer les liens entre les pays du Golfe et les États-Unis, notamment dans le secteur de l'Intelligence artificielle et de la Défense – alors que la Chine constitue aujourd'hui le premier partenaire économique de l'Arabie saoudite ou du Qatar. Derrière les « deals » et les cadeaux princiers dont a bénéficié Trump se cache la volonté des États-Unis de réaffirmer leur domination de la région, d'y « remettre l'ordre » pour se concentrer davantage vers l'Asie. Quitte à rappeler à Israël, lorsqu'il contrarie à la marge certains intérêts américains, que les États-Unis disposent d'autres relais pour mener leur politique au Moyen-Orient.

Ainsi, alors que le gouvernement israélien souhaite maintenir une Syrie faible et morcelée, y compris en bombardant ou en envahissant sous prétexte de défendre les populations druzes, Trump, puis l'Union européenne dans son sillage, a levé les sanctions sur la Syrie et rencontré le nouveau président et ancien djihadiste Ahmed al-Charaa. Il s'agit à la fois de préparer le terrain à des investissements juteux, mais aussi de « donner sa chance » au nou-

veau régime, menacé « à quelques semaines – et pas moins d'un potentiel effondrement et retour à la guerre civile » d'après le secrétaire d'État américain. Afin de stabiliser l'État syrien, le Qatar et l'Arabie saoudite le maintiennent sous perfusion, à la fois en versant des primes mensuelles de 30 dollars aux fonctionnaires du régime, mais aussi en formant les forces de sécurité d'al-Charaa – pourtant responsables du massacre de milliers d'Alaouites en mars dernier, un avertissement de ce nouveau régime contre toutes les masses populaires de Syrie qui vivent dans la misère.

L'administration américaine se détourne également de l'approche « maximaliste » de l'État israélien qui souhaite bombarder les centres nucléaires iraniens pour forcer le régime à abandonner ses projets d'armement, au profit des négociations ouvertes par la Turquie et les monarchies du Golfe. Mais que Netanyahu se rassure, si Trump refuse de poursuivre ses bombardements sur les Houthis yéménites ou de laisser Israël siéger à la table des négociations du nucléaire iranien, il lui laisse « carte blanche » pour son anéantissement de Gaza...

STEFAN INO • 26/05/2025

TRUMP DÉCOIFFE À NOUVEAU.. SES AMIS EUROPÉENS !

Le 23 mai, Trump avait dit renoncer à tout accord avec l'Union européenne et instaurer des droits de douane à hauteur de 50 % dès le 1^{er} juin. Le 26, il rétropédalait en reportant l'échéance au 9 juillet pour laisser du temps à la négociation. Quelques semaines auparavant, il avait déjà fait le coup de droits de douane massifs contre les pays de l'UE, avant de suspendre sa décision pour 90 jours. Étaient maintenues « seulement » 10 % de taxes sur les produits entrants aux États-Unis – comme pour tous les pays hormis la Chine.

Donc, nouveau coup de pression sur les négociateurs européens. Depuis que Trump a inauguré son second mandat en donnant moult coups de pied dans la fourmilière, il a déjà obtenu des concessions allant dans le sens des intérêts des capitalistes américains. Mais les atermoiements font régulièrement plonger les bourses qui détestent ne pas pouvoir prévoir le niveau exact de profits attendus... Et craignent sans doute que Trump finisse par dérégler complètement la machinerie capitaliste à force de la secouer !

J.-J. F. • 27/05/2025



Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un article de nos camarades américains de Speak Out Now paru sur leur site : speakoutsocialists.org >>>



Budget de Trump : la guerre des classes pour enrichir les riches

Le projet de budget proposé par Trump et les républicains¹ représente une subvention massive aux plus riches du pays, en même temps qu'une énorme augmentation des dépenses militaires. Les plus riches bénéficieraient d'environ 3 800 milliards de dollars de réductions d'impôts au cours de la prochaine décennie, tandis que les impôts des personnes gagnant moins de 15 000 dollars par an augmenteraient dans les faits. Le budget militaire s'élèverait à plus de 1 000 milliards de dollars. Le budget du département de la Sécurité intérieure passerait à plus de 100 milliards de dollars, soit une augmentation de 65 %.

FINANCER CADEAUX AUX RICHES ET DÉPENSES MILITAIRES EN S'ATTAQUANT AUX PLUS PAUVRES ET AUX PLUS VULNÉRABLES

Ce budget trancherait dans le financement des soins de santé pour les plus pauvres en réduisant Medicaid (une aide fédérale pour fournir une assurance maladie aux pauvres et aux personnes handicapées) de 715 milliards de dollars au cours des dix prochaines années. 14 millions de personnes perdraient ainsi leur assurance maladie. L'administration Trump veut également faire pression sur les États afin qu'ils annulent tous les programmes de soins de santé offerts aux migrants sans papiers. Certains États ont déjà cédé, comme la Californie. Les dirigeants veulent également réduire les « coupons alimentaires » de 290 milliards de dollars, soit environ 30 % du budget actuel. Cela concerne environ 9 millions de personnes.

Alors que les coûts du logement montent en flèche, l'administration veut également réduire de près de moitié le financement de l'aide au

logement et éliminer les aides sur l'énergie pour les ménages à faibles revenus.

NE PAS NOUS LAISSER DIVISER, NE COMPTER QUE SUR NOUS-MÊMES

L'administration Trump tente de circonvenir certains d'entre nous par des réductions d'impôts sur les pourboires et les heures supplémentaires. Mais ces petits gains pour certains seraient éliminés par des milliards de dollars de coupes dans d'autres services.

Avec ce nouveau projet de loi d'exécution du budget, le message de l'administration Trump est clair : elle veut que nous payions pour enrichir les milliardaires. Elle veut que nous payions pour son soutien au génocide à Gaza. Elle veut que nous payons pour plus de guerres de destruction qui mettent le monde entier en danger. Elle veut que nous payons pour détruire notre environnement et menacer l'avenir



des prochaines générations.

Mais cela ne signifie pas que nous devons l'accepter. Les démocrates n'y mettront pas un terme. Les tribunaux n'y mettront pas un terme. Si nous attendons que d'autres mènent nos batailles pour nous, nous attendrons éternellement. Les travailleurs ont le pouvoir d'arrêter ces attaques, car nous sommes la majorité, et nous faisons tout le travail pour faire fonctionner leur système. Les seuls qui peuvent mettre un terme à ces attaques, c'est nous-mêmes.

• 18/05/2025

1. Ce projet de budget a été adopté à la Chambre des représentants par une majorité d'une voix. Il doit encore passer au Sénat.

Ukraine : les bombes continuent de tomber sur la population

Dans la nuit du 24 au 25 mai, la Russie a lancé sa plus grande attaque de missiles et de drones depuis le début de l'invasion en février 2022. Ces bombardements ont fait au moins six morts. Chaque nouvelle nuit apporte son nouveau lot de tués et blessés en Ukraine, jusque dans la capitale Kiev. Des centaines de soldats prisonniers ont néanmoins été échangés tout récemment entre les deux pays.

Depuis plusieurs semaines, alors que chaque jour Trump décoche une nouvelle petite phrase en direction de Zelensky ou de Poutine (que Trump vient de déclarer « complètement fou »), qui lui répondent ou pas - jeu diplomatique scruté à la loupe par les commentateurs de la bourgeoisie -, les tractations continuent pour un cessez-le-feu, voire une paix hypothétique. Les puissances impérialistes sont avides de se tailler une part du butin sur le dos du peuple ukrainien : minéraux, céréales, œufs, poulets, miel...

Poutine, lui, a intensifié ses attaques meurtrières, souhaitant sans doute pousser son avantage. L'armée russe a revendiqué le 26 mai la prise de deux localités dans la région de Soumy, Volodymyrivka et Bilovody. De leur côté, les impérialistes de l'Union européenne, qui tentent de se replacer dans le jeu impérialiste entre la Russie et les États-

Unis, ont annoncé ne plus imposer « aucune limitation » à la portée des armes livrées à l'Ukraine. Une petite occasion, peut-être, de livrer davantage d'armes à l'Ukraine, ou de subventionner davantage leurs marchands de canons ?

Négociations et tractations qui n'en finissent plus, bombardements qui ne cessent de faire des morts et des blessés... Tant que les classes populaires ne s'en mêlent pas, ce sont toujours elles qui trinquent.

Hors d'Ukraine, les troupes russes !

Hors d'Ukraine, les intérêts et armements impérialistes occidentaux et hors d'Europe de l'Est les troupes de l'Otan !

AURÉLIEN PÉRENNA • 26/05/2025

EN RUSSIE, L'INTERNATIONALISME CRIMINALISÉ

Le 15 mai une série de perquisitions a eu lieu chez des étudiants des universités de Saint-Pétersbourg, qui selon la police étaient membres de l'organisation trotskiste Pouvoir ouvrier. Certains d'entre eux ont été arrêtés. Le 22 mai l'organisation a annoncé son auto-dissolution sur sa chaîne Telegram.

Les médias propagandistes pro-Kremlin se félicitent du « dépistage d'un groupe d'étudiants aux opinions de gauche radicale faisant partie d'un réseau international dont le siège est au Royaume-Uni ». Le 17 mai l'un des étudiants détenus, Garry Azaryan, militant de gauche d'origine kazakh, a été inculpé en vertu de l'article 205.2 du code pénal de la fédération de Russie relatif au terrorisme. Les photos de la littérature « rouge » confisquée lors des perquisitions rappellent l'époque du NKVD de Staline ou de la police secrète tsariste, dont les services de sécurité russes sont des descendants directs. Ils veulent toujours et partout démasquer de prétendus « ennemis du peuple », présentés dans les médias par l'ardeur créatrice des sbires de la police comme des « terroristes », agents de l'étranger, espions britanniques, étudiants naïfs issus de familles aisées... Afin de toujours légitimer les crimes sanglants du gouvernement. Preuve que le trotskysme inquiète toujours les autorités russes ! Libération et relaxe de tous les jeunes arrêtés !

D.J. • 25/05/2025

Portugal : forte poussée de l'extrême droite

Dans un contexte d'inflation, de grèves et une grave crise du logement – les loyers ont littéralement explosé – les élections législatives du 18 mai 2025 ont été marquées par une progression du parti d'extrême droite Chega.

Fort de ses 22,5 % (contre 7,3 % en 2022 et 18,8 % en 2023), ce parti créé en 2019 par Ventura, un commentateur télé qui roulait pour le parti de centre droit PSD, est en passe de devenir la première force d'opposition, dépassant peut-être le Parti socialiste (23,3 %), une fois les votes de la diaspora portugaise additionnés au résultat final.

En trois ans, le président de droite Marcelo Rebelo de Sousa a dissous trois fois l'Assemblée. Le PS d'Antonio Costa, englué dans des scandales de corruption, confronté à une grève dans l'éducation, avait perdu les législatives anticipées de mars 2024 au profit de la coalition AD du centre droit.

Le Premier ministre de cette coalition, Luis Montenegro, a été mis en cause dans une

affaire de conflit d'intérêts impliquant l'entreprise familiale qu'il dirigeait avant d'être élu. Cela ne l'a pourtant pas empêché d'être réélu (l'AD a obtenu 32,7 % des voix), tant le mécontentement contre la gauche affairiste au pouvoir a déçu les milieux populaires.

LA GAUCHE DISCRÉDITÉE

Les principaux partis de la gauche, Parti communiste (PCP) et Bloc de gauche (BE) ont aussi vu leurs résultats dégringoler ces dernières années – surtout le BE, tombé à 2 % avec un seul député, contre dix-neuf en 2015. Ces partis ont été, depuis 2015, un soutien, de moins en moins affiché mais réel, aux gouvernements socialistes qui se sont attaqués au secteur de la santé, aux enseignants et même aux dockers qui avaient mené une grève importante en 2018. La dernière grève d'ampleur qui a mobilisé des dizaines de milliers de personnes, dans l'Éducation nationale, a été déclarée illégale par le gouvernement PS.

PARTI DE L'ORDRE ET DE L'EAU BÉNITE

Le vote pour l'extrême droite, qui a bien entamé les milieux populaires, les banlieues ouvrières et les campagnes du sud du pays malgré son credo pro-patronal, est l'expression d'un ras-le-bol. La démagogie dite populaire fait illusion comme ailleurs : Ventura a fait campagne contre les élites corrompues, contre l'immigration ou la petite minorité tzigane, promettant de « nettoyer » le Portugal et de laisser les policiers tirer et tuer pour

dissuader la délinquance. Il a fait son show télé avec force crucifix sortis sur les plateaux et des envolées nationalistes. Avec plus de 1,34 million de voix et dix députés supplémentaires, il espère gagner des mairies à l'automne 2025 et imposer ses thèmes, comme l'expulsion des immigrés en situation irrégulière, même s'il ne gouverne pas avec l'AD.

MÉCONTENEMENT ET GRÈVES

Ce deuxième gouvernement Montenegro est confronté à des mouvements sur les salaires qui touchent aussi bien les cheminots et les transports urbains – pendant la campagne, une grève très suivie a paralysé la compagnie des chemins de fer pendant une semaine –, que le secteur agroalimentaire. Les salariés de Sumol Compal demandent 1 000 euros de salaire minimum, car il n'est plus possible de vivre avec un Smic à 870 euros brut. Fin mai, il est prévu que les salariés de Heineken s'y mettent aussi.

Ils ont tout à gagner à se mobiliser contre le patronat, rien à attendre et tout à craindre des démagogues d'extrême droite, dont certains, comme le parti Ergue-te ! (Soulève-toi !), parlent déjà de supprimer le droit de grève.

ANNE HANSEN • 27/05/2025



Roumanie : l'extrême droite battue, mais seulement dans les urnes

Après bien des péripéties, c'est finalement le candidat « indépendant », Nicușor Dan, qui a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle en Roumanie, avec près de 54 % des voix contre son rival d'extrême droite, George Simion. Cette élection avait d'abord été annulée après un premier tour en novembre 2024, qui avait vu une nouvelle figure de l'extrême droite, Călin Georgescu, arriver largement en tête. Ce scrutin a été invalidé au prétexte de manipulations par la Russie. Georgescu a été empêché de se représenter par une décision judiciaire concernant ses comptes de campagne. Il a laissé la place à son compère George Simion.

L'arrivée en tête, au premier tour, de deux candidats en rupture de ban avec les partis traditionnels qui se succèdent au pouvoir en Roumanie depuis l'adhésion à l'Union européenne en 2007, est révélatrice de la colère des classes populaires. Si le pays est devenu un eldorado pour les capitaux étrangers (Renault, Carrefour, Continental, BASF et beaucoup d'autres), la situation est restée très difficile pour la majorité de la population. Pour un coût de la vie comparable à celui de l'Europe de l'Ouest, le salaire minimum est équivalent à 387 euros net et l'inflation atteint encore 5 % ; le taux de chômage officiel s'établit à seulement 5,5 %, mais 5 millions de personnes ont dû émigrer dans un pays d'Europe occidentale, ce qui représente presque le quart de la population de ce pays de 19 millions d'habitants !

George Simion, le candidat d'extrême droite battu, se déclare proche de Viktor Orbán et de Giorgia Meloni. Comme eux, il

mélange démagogie, racisme et xénophobie, entre autres contre l'importante minorité hongroise de Roumanie. À leur image, il est conciliant avec la Russie de Poutine... et grand admirateur de Trump ! Après sa percée de 40 % au premier tour, il est arrivé en deuxième position au deuxième, le taux de participation étant passé de 53 à 65 % d'un tour à l'autre, selon le mécanisme bien connu qui transforme parfois l'élection en un vote pour ou contre l'extrême droite. Mais George Simion ne s'est pas effondré et son programme n'a pas été désavoué : son score est passé de 3,8 millions à 5,3 millions de voix, soit un gain de presque un million et demi de voix. Le vainqueur, Nicușor Dan, maire de Bucarest, grand favori de Macron, von der Leyen et des dirigeants de l'Union européenne, ancien élève de Normale Sup et de la Sorbonne, se présente, lui, comme démocrate, soucieux des libertés et de la démocratie. Mais il ne faut pas chercher bien loin les limites de son



« progressisme » : il est par exemple opposé au mariage pour tous. Il prétend lutter contre la corruption (son slogan de campagne était même : « la Roumanie honnête »), mais il va gouverner avec les partis traditionnels... qui en sont responsables. Il ne fait aucun doute qu'il appliquera au pouvoir les mêmes politiques d'austérité, qui vont détériorer davantage le niveau de vie de la classe ouvrière et contribuer à la montée des idées réactionnaires. L'élection de Nicușor Dan est présentée comme une victoire face à l'extrême droite, mais elle n'offre en réalité aucune issue pour les classes populaires. Seule la lutte de classe, dans les usines et dans les rues, pourra s'en charger.

MICHEL GRANDRY • 27/05/2025

L'INTERNATIONALISME CONCRET :

RENCONTRE DE FORCES INTERNATIONALISTES À PARIS

LES 16, 17 ET 18 MAI 2025

Un cadre d'échanges indispensable, libre et sans concessions

Les 16, 17 et 18 mai se sont réunies dans le cadre d'une rencontre de forces internationalistes presque une quarantaine d'organisations révolutionnaires de quatre continents. Cette rencontre est le fruit du travail du comité promoteur qui a porté les deux précédentes rencontres de 2023 et 2024 tenues à Milan. Ce comité regroupe à l'origine des organisations italiennes issues d'une partie des traditions des oppositions de gauche formées il y a un siècle pour combattre la dégénérescence de la révolution d'Octobre en Russie. Composé des organisations *Associazione Marxista Rivoluzionaria Controvento, Contro Corrente, Lotta Comunista, Partito Comunista dei Lavoratori, Rivoluzione Comunista et Sinistra Anticapitalista*, ce comité originel a intégré le NPA-Révolutionnaires en 2024. Lors de ces échanges, 41 contributions écrites d'organisations ont été soumises à la discussion, de la part de militants venus d'une vingtaine de pays : de l'Argentine au Japon et la Chine, des États-Unis à l'Australie, de l'Algérie et du Kenya à la Bulgarie, de la Russie à

l'Ukraine en passant par la Turquie, le Liban, l'Angleterre et le Pakistan. Les deux premières journées ont été consacrées aux questions internationales autour de la montée des rivalités inter-impérialistes, la dernière à l'intervention révolutionnaire dans les syndicats et les entreprises.

une intervention internationale des révolutionnaires, tout comme la compréhension commune des tâches communes ne pourront faire l'économie de ces échanges d'expériences

UNE PARTIE DE L'ARCHIPEL RÉVOLUTIONNAIRE

La rencontre a permis de faire discuter un arc large de courants, allant de l'anarcho-syndicalisme à une partie du trotskisme en passant par la gauche communiste. Elle a été dominée, sans surprise, par des différences de positions et d'analyses, de choix d'interventions et échelles d'implantation, et de lieux et de conditions de militantisme – puisque les contributions émanait de révolutionnaires militant dans des démocraties impérialistes, des régimes autoritaires, des dictatures, des pays en guerre, des pays dominés par l'impérialisme. Malgré nos invitations par plusieurs biais, des courants importants ont décliné l'occasion d'une discussion internationale : Lutte ouvrière, le Parti

des travailleurs et Révolution permanente pour ne prendre que le cas français. Avec des motifs et des styles différents mais un point commun constant : le refus d'affronter des discussions difficiles parce qu'elles ne déboucheront vraisemblablement pas sur des succès immédiats.

DES TÂCHES DIFFICILES QU'IL FAUT AFFRONTER

L'absence d'échanges à ce niveau entre courants révolutionnaires, depuis deux générations militantes, pose bien logiquement d'importantes difficultés de compréhension mutuelle, qui tiennent à la fois à des divergences profondes et à des niveaux divers d'expériences et de qualification. N'étant qu'un produit dérivé de la lutte de classe, le milieu révolutionnaire est à l'image de la situation présente : ses imperfections nous laissent deviner des tâches immenses. Mais ce chemin ne souffre aucun raccourci : la cohérence centralisée d'une intervention internationale des révolutionnaires, tout comme la compréhension commune des tâches communes ne pourront faire l'économie de ces échanges d'expériences. Les opportunités révolutionnaires, bien sûr, feront émerger les expériences et sélectionneront les directions qui les porteront. Ce travail de confrontation est juste un préalable nécessaire mais non suffisant, avec des limites qui n'agacent que les impatients. L'ensemble des contributions en anglais seront publiées début juin, puis en français et en castillan, et accessibles aux lecteurs de Révolutionnaires.

LES PARTICIPANTS

Alliance pour la liberté des travailleurs – Grande-Bretagne, **Alternativa Libertaria/FdCA** – Italie, **AMR ControVento** – Italie, **Collectif Révolution Permanente (CoReP)** – France, Autriche, Turquie, Espagne, Argentine, **Comité pour une internationale ouvrière (CIO)** – Allemagne, Afrique du Sud, Algérie, Autriche, Chili, États-Unis, Finlande, France, Grande-Bretagne, Inde, Irlande, Japon, Malaisie, Nigeria, Russie, Sri Lanka, **Contre Courant** – Italie, **Diethnismos** – Grèce, **Fédération des anarcho-communistes de Bulgarie (FACB)**, **Groupe de militants socialistes** – Algérie, **Initiative anarcho-syndicaliste** – Serbie, **Ligue communiste internationale (Spartacist League)** – Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Mexique, Philippines), **Ligue communiste révolutionnaire (Takyu-ha)** – Japon, **Ligue pour la Cinquième Internationale (L5I)** – Allemagne, Autriche, Grande-Bretagne, Suède, Suisse, Pakistan, **Ligue socialiste internationale (LIS)** – Argentine, Biélorussie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, États-Unis, État espagnol, France, Kenya, Liban, Nicaragua, Pakistan, Paraguay, Russie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (dont : Congrès révolutionnaire permanent – Kenya, Salidarnost Belarus – Biélorussie, Zakhist Pratsi – Ukraine, Ligue socialiste – Ukraine), **Lotta Comunista** – Italie, **Mas Mouvement alternative socialiste** – Portugal, **Mouvement Socialiste Révolutionnaire** – membre de Point de vue internationaliste – Nigeria, **Izar (Gauche anticapitaliste révolutionnaire)** – État espagnol, **Nouveau Prométhée** – Russie, **NPA-Révolutionnaires** – France, **Organisation des communistes internationalistes de Grèce (OKDE-Spartakos)** – Grèce, **Organisation des travailleurs socialistes (OST)** – Argentine, **Parti communiste des travailleurs** (membre de l'Opposition trotskiste internationale) – Italie, **Plate-forme d'unité des travailleurs et de solidarité des peuples (BIR-KAR)** – Turquie, **Point de vue internationaliste** – Australie, Afghanistan, Belgique, Chypre, Grèce, Iran, Irlande, Nigeria, Roumanie, Taïwan, Turquie, **Refondation et Révolution** (membre de l'Ot) – États-Unis, **Réseau international des travailleurs** – Australie, Chypre, Grèce, Turquie, **Revolutionär Sozialistische Organisation (RSO)** – Allemagne, **Rivoluzione Comunista** – Italie, **Sinistra Anticapitalista** – Italie, **Socialisme ou barbarie** – Argentine, Brésil, Costa Rica, France, **Socialist Alternative** – Australie, **Socialistes révolutionnaires trotskistes (L5i)** – Chine, **Tendance Communiste Révolutionnaire Internationale (TCRI)** – Argentine, Brésil, Mexique, Israël-Palestine occupée, Russie, Ukraine, Corée du Sud, Nigeria, Grande-Bretagne, Autriche. **Observateur présent** : **Frontline** – Sri Lanka



lotta comunista



INTERNATIONAL
SOCIALIST LEAGUE

LOTTA COMUNISTA



Lotta Comunista (LC) qui va fêter cette année ses soixante ans d'existence, est une organisation communiste internationaliste d'Italie. C'est, bien que discrète car se situant volontairement en dehors des réseaux sociaux, le groupe révolutionnaire le plus important du pays. Ses militants se revendiquent léninistes, et si son noyau historique issu de Gênes - avec Arrigo Cervetto et Lorenzo Parodi - provient du communisme libertaire, les traits fondamentaux de son orientation, ses choix et ses élaborations théoriques proviennent de la tradition de la gauche communiste. Lotta Comunista puise chez Amadeo Bordiga (le fondateur de Parti communiste d'Italie et grand rival d'Antonio Gramsci) son analyse du déclin et de la déchéance de la Révolution d'Octobre, et surtout les critiques de ce dernier du Front unique ouvrier et des tactiques électoralas (abstention stratégique selon leurs termes) issues des congrès de l'Internationale Communiste. Cette filiation ne l'empêche pas d'avoir des positions qui lui sont propres sur l'analyse de la Résistance au fascisme (loin des positions des fractions de gauche italienne ou de Lutte ouvrière en France), ou de la rupture après la guerre du Vietnam avec la tradition bordiguiste de soutien aux luttes de libération nationale.

Les camarades estiment que nous traversons depuis un long cycle une période de « passivité politique » de la classe ouvrière et centrent leur intervention sur un travail de construction des « cercles ouvriers », de noyaux léninistes dans les entreprises et les lieux d'étude, une activité syndicale significative (avec entre autres l'animation du syndicat

des chantiers navals de Gênes, et une présence dans le triangle industriel du Nord de l'Italie). La part la plus visible de leur activité est la vente de leur presse (une revue mensuelle sous la forme d'un journal). Depuis la pandémie, ils ont développé des activités de bénévolat « de classe » selon leurs termes, consistant à des collectes et dons alimentaires, qui leur permettent une intervention puis une organisation de milieux populaires souvent issus de l'immigration, dont les résultats sont visibles dans leurs réunions et le Premier mai.

Nos différences sont conséquentes. Elles touchent des questions d'inégale importance, nous n'en mentionnerons que les plus sailantes : une certaine distance à l'égard du problème des oppressions, la question de la construction du parti (un élément parmi d'autres : la construction territoriale au lieu de celle de cellules d'entreprises que nous privilégions), la question nationale en particulier sur l'actualité en Palestine, une définition d'un impérialisme européen unifié que nous estimons pour le moins prématurée, le rôle des comités des grève face aux bureaucraties syndicales.

Les militants soucieux de formation connaissent leurs maisons d'éditions en italien, anglais, allemand, russe, portugais et italien. En français les éditions Science Marxiste, où les classiques de Marx, Engels et Lénine côtoient leurs élaborations propres, mais aussi des textes de Trotski (*Sur les guerres balkaniques*) et deux livres remarquables sur l'histoire du communisme en Chine (*La défaite de l'Internationalisme en Chine* et *Écrits et correspondances de Victor Serge et Léon Trotski sur la révolution chinoise*).

LES DIFFICILES QUESTIONS INTERNATIONALES ET L'INTERVENTION DES RÉVOLUTIONNAIRES

UNE CARTOGRAPHIE DES POSITIONNEMENTS

Sans que cela résume les positions, il est possible, par souci de clarté, de dresser quelques sous-ensembles de cet archipel révolutionnaire. Le premier rassemble des contributions de courants communistes libertaires (Alternativa Libertaria d'Italie, la Fédération anarchocommuniste de Bulgarie et le groupe de Belgrade). Le deuxième, issu de la tradition bordiguiste (Révolution communiste d'Italie) et de la gauche communiste (Lotta Comunista d'Italie, Nouveau Prométhée de Russie, Diethnismos de Grèce), deux isolats issus l'un des courants capitalistes d'État Workers' Liberty (WL) de Grande-Bretagne, l'autre du courant pro-albanais (marxiste-léniniste) Bir-Kar de Turquie militant aussi en Allemagne, France et Suède. Enfin le troisième ensemble est celui de trente organisations trotskistes. Parmi ces dernières, deux courants se distinguent par leur poids (avec dans certains cas et à des moments limités une certaine influence nationale) et leur implantation internationale : la Ligue internationale socialiste et le Comité pour une internationale ouvrière (CIO). Certains groupes sont des composantes du Comité international de la Quatrième Internationale (ex-Secrétaire unifié) dans la majorité comme Sinistra Anticapitalista d'Italie ou dans la minorité regroupée dans la Tendance pour une Internationale révolutionnaire (TIR).

ÉLÉMENTS DE LA DISCUSSION

La première discussion sur les questions internationales a duré deux jours avec une série de présentations de quinze minutes et le jour suivant des réponses, des amores de discussions. La première rencontre de Milan (2023) avait dégagé la question ukrainienne, la deuxième (2024) le problème palestinien, la troisième à Paris cette année a vu se superposer quatre discussions, à savoir par ordre croissant d'espace dans les échanges : la signification de l'émergence de la Chine, la question de l'avancée et de la généralisation des guerres, le déclin ou non de l'impérialisme américain avec la présidence Trump 2, et la dynamique des questions nationales. Les camarades de **Lotta Comunista**, avec leur grille d'impérialisme unitaire et d'impérialisme européen qu'ils sont seuls à défendre, leur analyse de la nature impérialiste de la Russie et la Chine¹, mais surtout leur lecture unilatérale du cycle révolutionnaire des luttes de libération nationale, ont suscité des discussions en réaction de certains secteurs trotskistes.

Sur la première partie des échanges, sur les formes du capitalisme et des classes, **Rivoluzione Comunista** a développé les traits de militarisation des régimes démocratiques occidentaux et des tâches urgentes du prolétariat à l'égard des migrants (avec des éléments communs à tous les groupes d'Italie sur le déclin démographique européen). D'autres interventions en écho ont développé

les thèmes de la domination technologique (**LCR**, Japon), de la transformation de la force de travail et de son organisation (**Contra Corrente**, Italie), préférant centrer les arguments sur les transformations de la classe ouvrière plutôt que sur l'aspect « montée des rivalités » (qu'ils reconnaissaient). De même **Internationalist Standpoint** a souligné, comme les précédents, les implications de l'intelligence artificielle sur le coût de la force de travail et ses transformations. Cela a produit des échanges indirects permettant de nuancer l'idée d'une expansion uniforme du prolétariat, idée partagée par la majorité des participants.

Néanmoins l'essentiel des échanges a porté sur les quatre points relevés plus haut.

La Chine a occupé une part importante des discussions, assez peu sur les mécanismes de son ascension, bien davantage sur la rivalité croissante avec l'impérialisme dominant de Washington. La définition d'une puissance ascendante avec des traits impérialistes ou celle d'un impérialisme en formation bornaient les débats. En regard des analyses sur la Russie, cela a permis de dégager plusieurs problèmes ouverts sur la reconfiguration de l'impérialisme : la portée de la militarisation des sociétés, le contenu de l'antimilitarisme, et mis au second plan les notions de crise, et les lectures mécanistes trop marquées par les éléments de théorie économique, qui sont certes déterminants. Ces tensions inter-impérialistes croissantes ont mis en avant les risques de généralisation des guerres régionales. En premier lieu, le conflit larvé entre l'Inde et le Pakistan - avec l'insertion de la question nationale du Cauchemire, ainsi que la domination des Rafale français, utilisés par l'Inde, par les chasseurs chinois livrés au Pakistan - a suscité quelques développements et des mentions de presque toutes les interventions.

Ces échanges ont exposé différentes lectures du défaitisme révolutionnaire, d'attitudes pour combattre le nationalisme et faire émerger une ligne d'indépendance de classe.

Toutefois c'est la portée de la nouvelle présidence Trump qui a occupé une large part des contributions. Ce sont essentiellement les organisations trotskistes qui ont développé cette question. Avec trois lignes directrices : celle de la montée

SUITE >>

¹ Analyses dont les résultats (Chine et Russie impérialistes) et non les arguments sont partagés par l'ensemble des organisations participantes à l'exception de la LCI spartiste.

» de l'extrême droite, mais aussi celle de la fuite en avant d'un impérialisme déclinant et du raidissement autoritaire des États. D'où plusieurs approches sur la force de la démocratie bourgeoise, les possibilités de partis ouvriers dans le contexte d'un réformisme déclinant. Et des mises en miroir avec les expériences de Milei en Argentine ou Meloni en Italie, qui ont soulevé des échanges sur la réalité ou non d'une internationale réactionnaire.

Enfin, une part importante des discussions a porté sur le caractère révolutionnaire ou non des luttes de libération nationale, condensée dans la question palestinienne, mais abordée sous plusieurs aspects et cas concrets différents (Kurdistan, État espagnol, et luttes anti-impérialistes).

La deuxième discussion : l'intervention politique des révolutionnaires dans les syndicats et les entreprises [...] a permis d'ancrer davantage les échanges aux réalités militantes.

et Russie) ont été présentés avec le travail clandestin et les difficultés de mise en relation des revendications démocratiques et sociales. La répression de régimes autoritaires comme la Turquie, d'extrême droite comme l'Argentine, ont permis à des délégations de décrire les tâches de mise en place de courants « lutte de classe » en dehors ou dans des syndicats intégrés. Les exemples de Grande-Bretagne et États-Unis, ont dégagé des expériences de coalitions socialistes dans des confédérations, et exposé les problèmes tactiques de reconnaissance syndicale, de lutte contre le corporatisme des contrats syndicat-patronat, et, dans les deux cas, d'un retour de politisation et d'action dans les entreprises. La description de grèves nationales comme en Grèce a présenté le potentiel de luttes des travailleurs et le carcan des directions bureaucratiques.

QUELQUES ÉLÉMENS DE REGROUPEMENT

Sur un autre plan, si la période de fragmentation dont nous sommes issus n'est pas close, des éléments importants de regroupement, de discussions entre organisations se

font jour, auxquels nous contribuons avec d'autres.

Le premier fait à noter est celui du regroupement, autour de la LIS, de l'Opposition trotskiste internationale (OTI) représentée à la conférence par le Parti communiste des travailleurs (PCL) et de la Ligue pour la 5^e Internationale (L5I) représentée en Europe par le Groupe pouvoir ouvrier (GAM d'Allemagne). L'OTI a intégré la LIS le week-end des 24 et 25 mai, la L5I envisage ce processus de fusion d'ici décembre 2025. C'est un processus positif mais non exempt de problèmes de plusieurs natures, dont à nos yeux de trois ordres : 1) les effets d'échelle entre des organisations nationales avec une certaine présence dans la classe ouvrière et la jeunesse, et des groupes de propagande et d'intervention aux forces limitées ; 2) la difficulté à créer une nouvelle tradition organisationnelle à partir de courants bien distincts issus de la crise du trotskisme ; et enfin 3) des divergences politiques importantes qui n'ont pas été exprimées lors de la conférence².

Cette expérience de regroupement présente des similitudes fortes avec la nôtre, et des différences révélées lors de nos échanges aux marges de la conférence, par exemple sur la question de l'entrisme dans Die Linke en Allemagne. Mais il y a l'effet d'échelle qui représente un intérêt majeur avec deux organisations d'importance : le MST d'Argentine avec son expérience dans la coalition électo-

rale trotskiste du FIT-U et son intervention dans la lutte des classes, et *La Lutte au Pakistan* dans le sous-continent indien (mais aussi en Afghanistan), organisation avec une influence significative dans les luttes syndicales, d'organisation des femmes dans des conditions difficiles.

Ensuite la présence du CIO confirme l'intérêt des rencontres. Cette organisation internationale sort d'une crise majeure - deux autres organisations (Point de vue internationaliste et Réseau international des travailleurs), présentes à la conférence, en sont d'ailleurs issues - à laquelle il faut ajouter la perte de leur dirigeant historique Peter Taaffe³. Leur retour indique, après leur absence à Milan en 2024 - de même que leurs rencontres avec le PO d'Argentine -, une volonté de trouver des vis-à-vis, et les échanges que le NPA-Révolutionnaires a eus avec eux semblent prometteurs. Leur travail en Angleterre mais aussi au Nigeria mérite un intérêt particulier. Ce courant organise une intervention politique et syndicale dans plusieurs pays et regroupe quelques milliers de militants à l'échelle internationale.

² On peut se faire une idée à la lecture de notre entretien dans *Révolutionnaires*, n° 33, et sur le site de *La Lutte* du Pakistan et les élaborations de la L5I sur son site de son groupe pakistanaise sur la question du Cachemire. On peut y ajouter la question du Front unique anti-impérialiste, l'Assemblée constituante, les tactiques électorales, les formules autour du gouvernement ouvrier, la lecture des revendications transitoires.

³ <https://www.gaucherevolutionnaire.fr/peter-taaffe-theoricien-trotskiste-international-et-combattant-pour-le-socialisme/>

LA GESTION D'UNE PETITE TOUR DE BABEL

La démocratie française n'a pas accordé de visas aux camarades du Liban et du Pakistan et si 75 % des interventions se sont faites en anglais, il a fallu assurer une compréhension commune à toutes ces différences et ces convergences. Cinq délégations ont présenté des vidéos pré-enregistrées (Biélorussie, Chine, Iran, Japon, Pakistan). L'interprétariat en quatre langues internationales (allemand, anglais, castillan, italien) a été assuré avec des moyens militants par les camarades de Lotta Comunista et du NPA-Révolutionnaires. Exercice délicat, car « traduire c'est trahir » comme dit d'adage : surtout quand il s'agit de restituer des analyses d'organisations qui n'ont pas

échangé ensemble, à ce niveau de différences, depuis longtemps. L'engagement militant a permis d'assurer avec succès la traduction simultanée, la gestion du son, la protection de l'événement, la restauration des délégués. Les cotisations militantes ont permis la location de matériel professionnel et les frais inhérents à ce type d'événements. À l'exception d'un délégué d'Europe de l'Est, toutes les organisations ont payé leurs déplacements, parfois au prix de sacrifices.



NOTRE MÉTHODE

Notre méthode à cette étape est celle du pôle des révolutionnaires dont le travail international est une déclinaison. Nos objectifs d'organisateurs de ces conférences se déclinent dans différentes temporalités : 1) créer un espace de discussion qui, bien que limité, présente l'avantage de ne pas être une nouvelle internationale simplement proclamée, ni même une conférence d'urgence à la veille d'une guerre imminente, mais un cadre d'échanges nécessaires à une meilleure connaissance du milieu révolutionnaire (de ses objectifs et de ses problèmes) pour préparer des collaborations futures ; 2) qualifier nos équipes sur le plan pratique et politique à ce travail internationaliste ; 3) préparer les étapes d'un regroupement basé sur nos méthodes de travail, d'organisation et d'éléments de programme auxquels nous tenons, car nous ne doutons pas que les chocs à venir nécessiteront des organisations communistes internationalistes implantées. Les positions sont différentes et il faut l'admettre - à ce stade de la discussion - en partie contradictoires. Toutefois, nous devons garder à l'esprit que l'écart des positions présentées aux rencontres de Milan 1 et 2 et celle de Paris est moins important que celui des positions exprimées par les délégués et les observateurs lors du premier congrès de l'Internationale communiste.

Pour poursuivre les rencontres internationales, rendez-vous au camp d'été internationaliste

CAMP D'ÉTÉ INTERNATIONALISTE

30.07 - 03.08

Construire un pôle des révolutionnaires

Ségovie

NOTRE INTERVENTION

Parmi les groupes participant à la conférence, quatre ont des attaches politiques avec l'un ou l'autre des deux courants trotskystes, de traditions différentes, qui ont été à l'initiative du NPA-Révolutionnaires¹, ont milité ensemble dans l'ancien NPA depuis sa fondation et ont pris l'initiative de la plateforme politique qui s'est opposée au ralliement à la gauche en décembre 2022. Pour ces groupes proches politiquement aussi, la discussion a été fructueuse. Nous avons présenté une démarche commune que l'on peut résumer brièvement.

ACCORD SUR LA NOUVELLE ÈRE DE TRUMP

Elle « n'est pas une rupture avec ce système mais montre ce que ce système est capable de produire » : « une phase chaotique qu'il y a besoin de comprendre, un ordre mondial de plus en plus militarisé, où l'armement de l'Europe dépend pour 50 % des marchands d'armes des USA. » L'impérialisme américain, toujours de loin le plus puissant, doit compter avec des concurrents nouveaux, l'impérialisme chinois montant, l'impérialisme russe... Et ces impéria-lismes doivent compter avec un prolétariat qui n'a jamais été aussi nombreux, en particulier avec la classe ouvrière et la jeunesse chinoises, peu organisées mais qui ont déjà montré des capacités de révolte.

TOURNANT VERS LA MILITARISATION DU MONDE

Suite à l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, ce tournant militariste s'est affiché avec vigueur en Allemagne : un bond soudain de près de mille milliards d'euros pour la défense et des infrastructures, au détriment des dépenses sociales. « La production industrielle est réorientée vers l'armement. Des secteurs clés - automobile, sidérurgie, chimie - sont restructurés en coordination avec l'industrie de la défense. » L'État espagnol militarise, lui aussi, tout en s'intéressant aux ressources ukrainiennes, en particulier le tournebol qui arrive par la mer Noire. En Grèce, qui elle aussi fait partie de l'Otan, les militants révolutionnaires - tout en dénonçant comme criminelle l'invasion de Poutine -, rejettent les slogans de « libération nationale » à propos de l'Ukraine. Échauđés par Syriza et d'autres qui l'ont trop fait en Grèce, face au FMI, pour détourner des perspectives de révolution sociale. Tandis que le Parti communiste grec, qui ne vote pas les crédits militaires parce qu'ils irriguerait l'Otan, défend néanmoins « de vraies dépenses militaires nationales »...

Dans tous les pays, la militarisation impérialiste s'accompagne de mesures de répression

DURCISSEMENTS RÉPRESSIFS

Dans tous les pays, la militarisation impérialiste s'accompagne de mesures de répression, contre celles et ceux qui protestent contre les massacres génocidaires d'Israël à Gaza et sont poursuivis pour antisémitisme, très durement en Allemagne ; contre ceux également qui militent contre les restructurations et licenciements sur les lieux de travail. Partout dans le monde l'extrême droite et le nationalisme exacerbé gagnent du terrain. Partout des gouvernements, de

droite ou de gauche, ou de coalition, se font les artisans de politiques nationalistes et anti-migrants forcenées. Face à quoi la réponse dominante de la gauche - à savoir des « fronts unis » avec les partis bourgeois² - est une impasse totale. Une camarade précise que « ce n'est pas un rempart contre le fascisme, c'est sa phase préparatoire ».

« Peu de travailleurs, aujourd'hui, pensent que le capital pourra être renversé », et pourtant, [...] la colère est palpable

TRAVAIL SYNDICAL DES RÉVOLUTIONNAIRES

Constat commun : « peu de travailleurs, aujourd'hui, pensent que le capital pourra être renversé », et pourtant, face aux problèmes de la vie quotidienne, d'emploi et de salaire, la colère est palpable et des grèves et luttes ont lieu. L'Allemagne a l'un des taux de grèves les plus bas d'Europe, la France en compte cinq fois plus. À des degrés divers, le militantisme syndical offre aux révolutionnaires la possibilité de jouer un rôle positif dans des luttes, voire d'en organiser de l'extérieur, quand « on a déjà gagné une légitimité syndicale ailleurs », comme pour les camarades d'Izar lors d'une grève de femmes de chambre à Grenade, en Andalousie.

Chez Volkswagen, en Allemagne, la situation est tout autre. Face à des dizaines de milliers d'emplois menacés, l'IG Metall a appelé à deux jours de grève à l'automne, a fait quelques discours enflammés, puis a passé un accord secret et pourri avec le patron : 35 000 emplois supprimés et 1,5 milliard d'euros de réductions salariales. Ce qui a été vendu à des travailleurs pourtant prêts à se battre comme un « compromis pour l'avenir ». D'où l'importance pour les travailleurs en lutte de se donner des formes propres d'organisation, syndiqués et non syndiqués. « C'est nous qui travaillons, c'est nous qui savons ce qu'on peut faire sur les lieux de travail et dans la société tout entière. » Et le besoin d'unité et de coordination dans la lutte, entre travailleurs.

À Berlin, dans le plus grand hôpital universitaire de la ville, une lutte est en cours : « À travail égal, salaire égal. » Les conventions collectives des soignants de l'hôpital et des « non médicaux » d'une grosse société sous-traitante, la CFM, sont différentes. Dix ans de lutte déjà, ça ne peut plus durer !

Un grand souffle d'espoir est né en Grèce. Le niveau de syndicalisation y est bas, surtout dans le secteur industriel. Mais c'est à l'occasion du procès d'un accident ferroviaire meurtrier vieux de deux ans, mettant en cause l'incurie patronale et étatique, que la colère a explosé. Manifestations en janvier dernier, de parents des victimes, de jeunes, de femmes. Puis en février, immense et puissante manifestation. S'y sont impliquées différentes structures du mouvement syndical. Pas facile pour les révolutionnaires d'être à la fois au sein des masses, et de proposer une politique qui permettrait à celles et ceux qui luttent de dépasser ces structures.

¹ L'Étincelle (ex-Fraction dans Lutte ouvrière jusqu'à 2008, avec laquelle le RSO d'Allemagne-Autriche comme des militants socialistes américains de Speak Out Now – absents de la rencontre de Paris – et algériens ont des liens) et A&R (Anticapitalisme et révolution, membre de la TIR ou Tendance internationale révolutionnaire, minoritaire au sein de la IV^e Internationale, à laquelle appartiennent Izar – Gauche anticapitaliste révolutionnaire et l'OKDE-Spartakos – Organisation des communistes internationalistes de Grèce).

² Ce qui s'est concrétisé par l'intégration du NPA-L'Anticapitaliste au Nouveau Front populaire - NFP.

RETRouvez AUSSI :

Les deux contributions du NPA-révolutionnaires



Le texte d'appel à la prochaine édition



Répondre à l'offensive anti-LGBTI

En Hongrie, Viktor Orbán a interdit la marche des Fiertés par une loi, adoptée grâce à une majorité d'extrême droite. Et partout ailleurs, l'extrême droite affiche sa haine anti-LGBTI. Cette offensive morale répond aux mouvements contre les violences faites aux femmes et aux LGBTI. Une manière de faire taire ceux qui voudraient ne s'opposer ne serait-ce qu'à un aspect de l'ordre

social capitaliste et à sa brutalité. Il s'agit aussi d'une démagogie dont le but est la division des exploités et des opprimés : en substance, la féministe lesbienne contre l'ouvrier licencié.

Si certaines entreprises affichent un vernis « inclusif » à coup de campagnes arc-en-ciel, l'accès à l'emploi pour les personnes LGBTI reste toujours profondément inégal. Beaucoup

se retrouvent cantonnées à des emplois précaires, mal rémunérés ou instables en raison de discriminations. Mais les discriminations sociales, les violences et le manque de prise en charge médicale et d'accès au soin ne sont pas des fatalités.

Battons-nous pour des moyens de prise en charge sanitaires et éducatifs, pour l'augmentation des salaires et de

meilleures conditions de vie et de travail !

Trump, Musk et consorts n'ont qu'une crainte : que les exploités, peu importe leur genre ou leur orientation sexuelle, se rendent compte qu'ils ont un intérêt commun : renverser leur pouvoir et le système capitaliste.

PATXI ET MONA NETCHA

Quand le pinkwashing des instances sportives rencontre l'homophobie des joueurs de foot

Plusieurs joueurs ont à nouveau manifesté une homophobie crasse en refusant de participer au match lors de la dernière journée du Championnat de France de Ligue 1. Ce sont les joueurs musulmans, ou supposés tels, qui ont été la cible des « débats » récurrents sur la question, dans les émissions sportives et au-delà. Pourtant, dans le même registre, Nemanja Matić, milieu serbe de l'Olympique lyonnais, a mis un sparadrap sur le drapeau LGBT qui met à l'honneur la lutte contre l'homophobie... Mostafa Mohamed, quant à lui, attaquant égyptien du FC Nantes, qui refuse de jouer depuis déjà trois ans lors de cette manifestation, est sanctionné financièrement par son club, qui reverse l'amende à des associations de lutte contre l'homophobie.

Il n'en fallait pas plus pour que les émissions s'en donnent à cœur joie. Qui plus est par des chroniqueurs qui, le reste de l'année, ne brillent pas par leur bienveillance à l'endroit des opprimés. Pas besoin pourtant de grands débats théologiques pour mesurer que toutes les religions sont par essence homophobes. Elles se mettent systématiquement à distance de tous les progrès produits par la lutte des homosexuels pour faire valoir leurs droits : notamment le droit de pratiquer des sports collectifs sans avoir à dissimuler son orientation sexuelle. Les footballeurs ayant fait leur coming out se comptent à peine sur les doigts des deux mains. Justin Fashanu, attaquant anglais et international espoir, s'est suicidé à 37 ans, huit ans après avoir, le premier, révélé son homosexualité dans les années 1990. Ce qui lui avait valu d'intenses campagnes homophobes jusque parmi ses coéquipiers. Olivier Rouyer, ailier de Nancy où il jouait avec Michel Platini, a attendu patiemment quelques années après la fin de sa carrière pour faire son coming out. Seul international en activité ayant révélé son homosexualité en 2023, le milieu

tchèque de Cagliari, Jakub Jankto, montre la voie.

Le très faible nombre d'exemples montre que, dans le sport de haut niveau comme dans beaucoup de milieux, il est bien difficile de faire accepter son homosexualité. Les valeurs virilistes homophobes diffusées par les sports les plus populaires n'y sont évidemment pas pour rien, et l'esprit de vestiaire n'est jamais loin de l'esprit de caserne.

Au vu des moyens colossaux dont ils disposent (s'agissant du football, qui ferait forcément tache d'huile), les grands clubs pourraient organiser, dès le plus jeune âge des futurs footballeurs, des campagnes pédagogiques d'ampleur de lutte contre l'homophobie. Pour que cesse définitivement la chimère selon laquelle il n'y aurait pas d'homosexuels dans le football, le rugby, etc. Ces campagnes

seraient beaucoup plus utiles que l'apprentissage hors football dispensé par les centres de formation, comme les séances média-training (à l'origine des réponses stéréotypées de fin de match) et autres études des contrats ! Au lieu de ça, on laisse aux associations courageuses, mais aux moyens limités, le soin de sensibiliser les jeunes footballeurs aux dangers de l'homophobie et on fait arborer une fois par an les couleurs arc-en-ciel aux joueurs professionnels : difficile de mieux illustrer le pinkwashing ! Pendant ce temps-là, l'homophobie (mais aussi, dans les tribunes, le racisme et le sexism) continue de gangriner le monde du sport, des vestiaires les plus modestes aux plus prestigieux.

PHILIPPE CAVÉGLIA

ÉTATS-UNIS ET UNION EUROPÉENNE : OFFENSIVE CONTRE LES PERSONNES LGBTI

Donald Trump a intensifié une offensive brutale, méthodique, contre les droits des personnes LGBTI. Une croisade qui s'inscrit dans une dynamique internationale que l'ONG Ilga-Europe qualifie sans détour de backlash : un retour de bâton conservateur visant à la fois les femmes et les personnes LGBTI.

L'administration Trump s'est érigée en fer de lance de ces attaques, notamment contre les personnes trans : interdiction des soins de transition dans l'armée, suppression des protections fédérales contre les discriminations dans le logement, l'éducation, la santé... Des juges ultra-conservateurs ont été placés à tous les échelons du système judiciaire, tandis que la « liberté religieuse » est désormais érigée en principe pour légitimer la discrimination.

Cette offensive dépasse les États-Unis et s'étend à la définition même du genre. En Hongrie, aux États-Unis, au Royaume-Uni, les gouvernements restreignent la reconnaissance légale du genre aux seuls « sexes », masculin et féminin. Justifiant le démantèlement des protections dans les hôpitaux, les écoles ou les espaces non mixtes comme les foyers pour femmes victimes de violence. L'accès aux soins et à la sécurité devient encore plus difficile pour les personnes trans.

Trump, comme d'autres, agite le spectre d'une société menacée par la « théorie du genre », transformant les personnes LGBTI en boucs émissaires face aux crises sociales. Harcèlement (55 % des personnes LGBTI l'ont subi en 2023 selon l'Agence des droits fondamentaux de l'UE), précarité, agressions... la violence explose, touchant en premier lieu les personnes trans. Le rapport *Trans Murder Monitoring* de TGEU (Transgender Europe) recense 350 assassinats de personnes trans entre octobre 2023 et septembre 2024. L'un des pires bilans depuis 2008. 94 % des victimes étaient des femmes trans, en Europe, 45 % migrantes ou réfugiées.

Ces attaques annoncent l'intensification de politiques autoritaires qui, demain, viseront l'ensemble de notre classe. Dans un système fondé sur l'exploitation et les oppressions, l'« inclusion » reste une illusion de courte durée.

NORA DEBS ET KAI AZUA



Venez manifester avec nous partout en France contre toutes les oppressions et l'exploitation !

ANGERS	-	17 Mai	LILLE	-	24 Mai	PARIS	-	28 Juin
ANNECY	-	5 Juillet	LYON	-	14 Juin	RENNES	-	7 Juin
BORDEAUX	-	31 Mai	MARSEILLE	-	5 Juillet	STRASBOURG	-	14 Juin
CAEN	-	7 Juin	METZ	-	14 Juin	TOULOUSE	-	7 Juin
DUNKERQUE	-	14 Juin	MONTPELLIER	-	14 Juin			
GRENOBLE	-	24 Mai	NANCY	-	7 Juin			
LE MANS	-	5 Juillet	NARBONNE	-	17 Mai			

LE 12 JUIN 2025 :

TOUS ET TOUTES ENSEMBLE OBTENONS LA RELAXE POUR LES POSTIÈRES ET LES POSTIERS DU 92

GAËL ET YANN DOIVENT ÊTRE RÉINTÉGRÉS !

A lors que les salariés de l'entreprise En 2014, des dizaines de postières et postiers se mettaient en grève dans les Hauts-de-Seine (92) pendant 170 jours. Un coup de colère contre la normalisation de la précarité et contre la multiplication des «réorganisations» dans la distribution du courrier.

Pendant des semaines La Poste a refusé de négocier. Mais la grève a fini par imposer la titularisation de précaires et le report des réorganisations.

C'est dans ce contexte que Gaël, Yann, Mohamed, Dalila et Brahim, syndicalistes à La Poste, risquent cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende. Pourquoi ? Pour s'être rendus deux fois au siège national de leur entreprise pour obtenir des négociations. La Poste, elle, parle de « violation de domicile professionnel » et de « violences ». Si ce grief était retenu, cela serait un précédent grave pour les postiers et les postières, mais en réalité pour l'ensemble du monde du travail.

La Poste ne digère pas que Yann et Gaël, malgré leur révocation et leur licenciement, militent toujours auprès de leurs collègues, contre les réorganisations incessantes. C'est pourquoi dix ans après elle ressort cette affaire.

La rancune de La Poste est tenace. Notre détermination à exiger la relaxe pour nos collègues postiers et camarades syndicalistes l'est tout autant. Nous appelons à être très nombreux et nombreuses à nous rassembler lors de l'audience au TGI de Paris le 12 juin prochain à 12 heures.

Parmi les cinq syndicalistes poursuivis, il y a Yann Le Merrer, révoqué en 2015 pour avoir visité des centres postaux et avoir pris la parole auprès de ses collègues, c'est-à-dire pour son activité syndicale. C'est le premier fonctionnaire à être révoqué pour cette raison depuis les années 50. Et il y a Gaël Quirante, licencié en 2018, après que la ministre du Travail de Macron, Muriel Pénicaud, avait donné son autorisation pour que La Poste puisse se débarrasser de lui, malgré les avis contraires de l'inspection du travail et du précédent ministre, Xavier Bertrand, peu soupçonné de sympathie vis-à-vis des militants syndicalistes. Gaël a été licencié, mais il a pu garder la possibilité d'intervenir syndicalement dans tous les bureaux de poste, après quinze mois de grève avec ses camarades de la Poste du 92.

L'examen futur par la Cour européenne des droits de l'homme du recours déposé par Gaël pour sa réintégration nous offre l'occasion d'exiger que nos deux collègues et camarades soient réintégrés de plein droit au sein de leur entreprise, ainsi que tous celles et ceux qui ont été révoqués ou licenciés pour des faits syndicaux. Derrière les cas emblématiques de Yann et de Gaël, se joue le sort de toutes celles et ceux qui se battent sans relâche contre toutes les politiques menées à l'encontre des intérêts du monde du travail. Faisons du 12 juin le procès de la répression patronale et d'État, l'occasion de ne plus subir, mais au contraire de faire bloc !



SIGNATAIRES

PERSONNALITÉS :

Éric Coquerel (député La France insoumise), Nathalie Arthaud (porte-parole de Lutte ouvrière), Marine Tondelier (Les Écologistes), Fabien Gay (directeur de l'Humanité et sénateur PCF de la Seine-Saint-Denis), Anthony Smith (inspecteur du travail et député européen La France insoumise), Olivier Besancenot (porte-parole du NPA-L'Anticapitaliste), Rachel Keke (La France insoumise) (...), Ugo Bernalicis (député La France insoumise), Annah Bikouloulou et Emma Chevalier (secrétaires nationales des Jeunes Écologistes), Aurélie Trouvé (députée La France insoumise), Alma Dufour (députée La France insoumise), Aurélien Boudon (secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires)

ORGANISATIONS :

- L'Union syndicale Solidaires
- La fédération SUD-PTT
- La fédération SUD Commerces et Services
- La fédération SUD Emploi
- SUD Fedex
- La fédération Solidaires de l'Industrie
- Solidaires RATP
- Le bureau national de l'Unef
- L'Union étudiante
- La CNT fédération PTT
- Attac
- Les Jeunes Écologistes
- Le Syndicat des avocats de France-Paris
- Les Jeunes insoumis
- Solidaires 76
- Solidaires 06
- Solidaires 92
- Solidaires 09
- Solidaires 14
- Solidaires UL Villejuif
- Solidaires 83
- Solidaires 04
- SUD Poste 92
- SUD Poste 78
- SUD PTT Gwa
- SUD PTT 25
- SUD PTT 06
- La CGT TUI France
- La CGT Geodis de Gennevilliers (92)
- La CGT Safran Nacelles
- La CGT Métro de Ville-neuve-la-Garenne (92)
- La CGT Cramif
- L'UL de la CGT Harfleur (76)
- L'UL de la CGT Guingamp (22)
- L'UL de la CGT de Gennevilliers (92)
- L'UL de la CGT Saint-Etienne - du - Rouvray - Sotteville les Rouen Oissel (76)
- L'UL de la CGT Elbeuf (76)
- UL de la CGT La Courneuve
- (93)
- L'UL CGT Bordeaux Nord
- Le collectif CGT Monoprix IDF
- La CGT Educ 95
- La CGT FAPT 11e-20e
- La CGT FAPT de Corse du sud
- La CGT FAPT du Cantal
- La CGT France Travail IDF
- La CGT Conseil départemental Moselle
- La CGT Cheminots Lille et environs
- La CGT Santé social culture administration architecture technique Paris
- La CGT Médecins, ingénieurs, cadres, techniciens de l'hôpital Saint-Antoine
- CGT Santé privée 33
- SUD Industrie francilien
- SUD Santé-sociaux 33
- SUD Santé AP-HP
- La FSU 92
- L'Unef Nanterre

FIN DE CONFLIT À AFA-BALEONE

En 2014, les facteurs et factrices d'Afa-Baleone (près d'Ajaccio en Corse) avaient obtenu une rémunération forfaitaire de 300 à 500 euros par mois en compensation de la charge de travail supplémentaire liée aux colis. L'annonce de sa suppression a déclenché un conflit, qui a duré du 1^{er} avril au 7 mai, et qui a arraché le maintien de cette rémunération pendant un an, puis une baisse du montant à partir de mai 2026. Cette grève prouve que quand on ose se battre sur la question du salaire, on peut obtenir des résultats.

VICTOIRE EN VENDÉE CONTRE LA DISTRIBUTION UN JOUR SUR DEUX

Après une semaine de grève, les collègues de Fontenay-le-Comte (Vendée) ont réussi à imposer un recul à la boîte concernant la «tournée monotypée», une organisation qui vise à faire passer le facteur un jour sur deux. La grève a obtenu le retrait de ce projet sur le site.

LE COMITÉ DE MOBILISATION D'ANTONY APPELLE AU REGROUPEMENT DES LUTTES POSTALES

Le 14 mai s'est déroulée une rencontre de postières et postiers qui veulent se battre ensemble contre les suppressions d'emplois, à l'initiative du comité de mobilisation des facteurs et factrices d'Antony, qui ont fait grève contre une réorg brutale. 36 personnes issues de huit départements (75, 92, 78, 95, 83, 84, 13, 33) y ont participé, et ont prévu de se réunir à nouveau les 5 et 28 juin.

NATIONALISATION D'ARCELORMITTAL ? POUR MIEUX SOCIALISER LES PERTES ET SUBVENTIONNER LES PROFITS ?

Le 13 mai, Sophie Binet s'exprimait devant des centaines de salariés d'ArcelorMittal face au siège de la boîte, à Saint-Denis : « Nous sommes ici pour dire que le courage c'est de faire comme les Britanniques qui nationalisent British Steel pour sauver leur acier. Le courage c'est de faire comme les Italiens qui ont mis sous tutelle l'année dernière une usine d'ArcelorMittal pour empêcher qu'elle ne délocalise. » Elle annonce que, le soir même, elle sera sur le plateau de TF1 avec le président Macron pour plaider la nationalisation, soutenue par Fabien Roussel (PCF) : « C'est bon pour la France, c'est bon pour les ouvriers ! » ou Marine Tondelier (Les Écologistes) qui explique que « passer à l'action » pour l'État c'est d'abord en acheter... des actions.

LE POISON DE L'« INTER-NATIONALISME »

L'obligation imposée par le gouvernement travailliste de Keir Starmer de continuer à faire fonctionner les hauts fourneaux du nord de l'Angleterre a pu soulager 2 700 travailleurs anglais, mais il n'y a aucune garantie sur l'emploi, ni de la part de l'État, ni du groupe chinois qui reste propriétaire.

Même chose côté italien : la mise sous tutelle par le gouvernement d'extrême droite de Giorgia Meloni, début 2024, de Acciaierie d'Italia ne garantit rien pour les 11 000 emplois italiens.

De la gauche à l'extrême droite, on voudrait faire croire que la nationalisation garantit l'emploi... Mais comme le disait au micro un ouvrier de Dunkerque le 13 mai : « Bien beau de nationaliser, mais si y a plus d'emplois... ! »

SOCIALISER LES PERTES, POUR SUBVENTIONNER LES PROFITS

La CGT chiffre à « entre 500 millions et 1 milliard d'euros pour l'État français »



le coût de « la nationalisation complète des quarante sites français d'ArcelorMittal ». Or le groupe a perçu pas moins d'1,8 milliard de subventions ces deux dernières années. Sur deux ans, l'État serait donc déjà plusieurs fois propriétaire. De fait, ArcelorMittal a été subventionné pour licencier et augmenter ses gains de productivité.

Car sous régime capitaliste, l'État propriétaire se comporte comme tout capitaliste, mais aux frais du contribuable : quand il intervient pour nationaliser (totalement, partiellement ou momentanément), c'est seulement pour socialiser les pertes, restructurer et prendre en charge les licenciements, quitte ensuite à reprévoir les gains... En 1978, l'État a ainsi effacé les dettes des barons de l'acier comme de Wendel.

En décembre 2012, François Hollande, qui avait promis de sauver ArcelorMittal Florange avant son élection, déclarait : « On aurait nationalisé, on aurait dû fermer nous-mêmes ». Son Premier ministre Jean-Marc Ayrault ajoutait : « L'histoire de la mine, de l'acier, de la sidérurgie s'est soldée par des dizaines de milliers d'emplois supprimés, y compris quand la sidérurgie était nationalisée. »

La CGT dénombre trois fois plus de plans sociaux ces douze derniers mois qu'il y a un an sur la même période. Pour garantir les emplois, les ouvriers d'ArcelorMittal ne pourront compter que sur le rapport de force qu'ils peuvent construire : y compris en prenant contact en vue de se coordonner avec les autres salariés menacés sur tout le territoire, jusqu'à faire reculer le patronat sur les licenciements et imposer au gouvernement leur interdiction.

LÉO BASERLI • 27/05/2025

Le PSG à Stellantis Poissy : Valérie Pécresse enterre l'usine d'assemblage



A près des mois de rumeurs et de démentis, la direction de l'usine Stellantis de Poissy a enfin craché le morceau le 20 mai : elle est bien en négociation avec le PSG pour une vente de terrain. Le club a besoin de 50 hectares pour faire un PSG Land (stade de 60 000 places, hôtels, restaurants, boutiques...). L'usine Stellantis en déclin avec 170 hectares, située près de son nouveau centre de formation, est donc une cible de choix.

La direction de Stellantis a été contrainte d'avouer cette « vérité alternative », car il y a eu une fuite dans le journal *L'Équipe*. Maintenant, elle prétend que l'usine pourrait continuer avec un nouveau véhicule mystère, 80 millions d'investissement et de nouvelles activités industrielles tout aussi mystérieuses.

Beaucoup d'ouvrier n'y croient plus : l'opération communication a raté... Car deux jours plus tard, sur France Info, Valérie Pécresse, présidente de région, a balancé : « on ne produira sans doute plus de voitures à Poissy, comme on ne produit plus de voitures à Flins ».

Une nouvelle activité industrielle en cours d'étude par la direction : désosser des voitures d'occasion pour récupérer des pièces. Pas sûr que ça plaise aux dirigeants du PSG d'avoir leur stade et leurs hôtels à côté d'une casse géante.

POISSY C'EST MAGIQUE ?

Les syndicalistes proches de la direction racontent que c'est l'occasion d'avoir un stade sur le terrain de l'usine. Il amènerait 2 000

emplois !

Personne ne sait d'où vient ce chiffre. Le PSG a déjà son personnel au Parc des Princes, qu'il peut transférer. Si des emplois sont créés, on ne comprend pas par quelle magie nous serions prioritaires. Pour beaucoup, nous sommes des ouvriers assez âgés (53 ans de moyenne d'âge), sans aucune expérience dans l'hôtellerie, la restauration, la billetterie, le jardinage... Et même si ça recrute, ce sera bien après la fin du véhicule actuel. Cinq ou six ans pour construire le stade : on fera quoi en attendant ?

Conscients de la marche à la fermeture, avec encore une chute de production de 25 % en septembre prochain, les ouvriers, organisés autour d'un comité de mobilisation sans étiquette syndicale, avaient prévu lundi 26 mai un rassemblement devant la mairie de Poissy et une rencontre avec la maire pour des explications sur l'avenir du terrain, de l'usine et surtout pour se faire entendre : non à la fermeture, imposons par la lutte des garanties sur nos emplois et nos salaires ! Mais Stellantis a le bras long : la maire a annulé. Toutes ces manœuvres n'ont fait qu'augmenter la colère. À nous de réfléchir sur la suite. Pourquoi pas revenir la voir, elle ou un autre de son espèce, avec d'autres entreprises menacées : Stellantis Douvrin, Forvia, ou même ArcelorMittal. Nous ne nous débinerons pas !

CORRESPONDANT • 27/05/2025

listes de la liquidation d'emplois, elle a remis cent balles dans la machine... à produire des bus à la place de pièces automobiles ! Rien sur les luttes nécessaires, sur le rapport de force à construire, ni sur la coordination des boîtes frappées par les licenciements : elle s'est tournée vers l'État qui doit garantir le « made in France » car il est « actionnaire majoritaire à 15 % chez Renault et s'il s'allie aux salariés qui sont actionnaires à 5 % cela pourrait faire une base très solide pour infléchir la stratégie industrielle du constructeur »... Et pourquoi pas cent balles et un Mars ?

MARIE DAROUEN • 27/05/2025



Sophie Binet à Renault Cléon : leurs obus contre vos emplois !

Le 14 mai, à l'appel de la CGT du site Renault-Ampère Cléon, plus de 300 personnes ont participé à un rassemblement devant l'usine et une centaine de travailleurs et de travailleuses ont débrayé pour montrer leur colère et leur inquiétude quant à leur avenir. Les discours nationalistes de

Sophie Binet ainsi que de plusieurs députés LFI et PCF en écharpe tricolore, n'ont pas beaucoup rassuré. Alors que la veille au soir, sur le plateau de TF1, face à Macron qui lui vantait le rachat des fonderies de Bretagne par Europlasma, Binet avait déjà donné son quitus à cette belle opération capitaliste de transfert à des spéci-

La coupe est pleine dans les écoles de Gennevilliers !



Dix-sept fermetures de classes annoncées pour la rentrée prochaine à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), sur les vingt-huit écoles maternelles et élémentaires, qui subissent depuis trois ans une fermeture chaque année, trois postes de remplaçants versés « au pot commun départemental », où la gestion serait meilleure...

Le 13 mai, environ 150 parents et des dizaines d'enseignants se sont réunis à l'appel du collectif parents-enseignants qui existe depuis bientôt un an pour organiser la mobilisation. Ce collectif s'est forgé dans les batailles communes menées ces dernières années pour exiger des moyens supplémentaires pour les écoles, collèges et lycées de la ville. Il est devenu un cadre d'élaboration commune entre parents et enseignants pour impulser l'action.

DANS LE TRANSPORT, LE 5 JUIN SE PRÉPARE SUR LA BASE DES REVENDICATIONS SALARIALES

Depuis bientôt quatre ans, le secteur du transport de voyageurs est marqué par de très nombreuses grèves pour les salaires. Les raisons en sont le long gel imposé aux conducteurs, rendu insupportable par l'inflation récente, mais aussi le contexte de pénurie de personnel qui rend toute grève plus douloureuse pour le patron.

Dans cette situation, l'appel à la mobilisation du 5 juin rencontre un écho particulier. La direction de la CGT en a fait une journée sur le seul thème des retraites, mais devant la multiplication des mouvements locaux pour les salaires (Saint-Malo, Metz, Grasse, Abbeville, Brest et sans doute ailleurs sans qu'on le sache), la fédération CGT des transports ne pouvait pas délier les deux sujets.

Dans la région lyonnaise, les équipes soudées par les dernières luttes se saisissent donc de l'occasion pour se faire entendre. Chez Keolis Porte des Alpes, qui exploite une partie du réseau interurbain en Isère, les négociations obligatoires ont abouti à une augmentation insuffisante de 2 % et à un taux horaire à l'embauche de 13,27 euros. Même si deux syndicats ont signé l'accord, de nombreux collègues ne s'y retrouvent pas. Le comité de grève issu du mouvement de janvier 2023 s'est alors réactivé et, samedi 17 mai, une assemblée générale s'est tenue. Elle a essentiellement réuni les militants de chaque dépôt, fixé une revendication (un taux horaire à 13,60 euros) et s'est donné comme

CORRESPONDANTE • 27/05/2025

Une nouvelle journée de grève a eu lieu le 20 mai pour réclamer l'annulation des fermetures, ainsi que le reclassement en éducation prioritaire d'un collège et de toutes les écoles qui y sont rattachées. Cinq écoles étaient fermées et dix autres touchées par la grève. 300 personnes ont manifesté jusqu'à l'inspection de circonscription qui a aussitôt fermé ses grilles pour les empêcher d'entrer !

Cela n'a pas entamé la détermination : d'après les premiers chiffres récoltés le matin, la journée « éducation morte » appelée mardi 27 mai a été une nouvelle réussite avec plus de 70 % des élèves qui ne sont pas allés en cours.

DANS LE 93, DES CENTAINES DE COLLÈGUES MOBILISÉS CONTRE LA RÉPRESSION

La veille des vacances de printemps, cinq enseignants de Seine-Saint-Denis, dont quatre syndicalistes du Snes-FSU, recevaient un courrier les informant de leur « mutation dans l'intérêt du service », une procédure qui permet de muter des fonctionnaires d'office, sans qu'ils aient la moindre possibilité de se défendre. Cette procédure avait déjà été utilisée contre d'autres syndicalistes en 2021 et en 2022.

Le 22 mai, à l'appel de l'intersyndicale départementale SUD-CGT-FSU-CNT, des centaines de collègues grévistes se sont réunis devant les établissements concernés à Noisy-le-Grand et Pantin, puis devant la direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) à Bobigny l'après-midi.

Le lendemain, le rectorat a annoncé que les postes des collègues mutés d'office étaient gelés pour l'année à venir - ce qui signifie que les collègues ne seront pas remplacés. C'est le signe qu'il hésite face à la mobilisation. L'intersyndicale a appelé à un nouveau rassemblement le 4 juin devant le ministère cette fois, pour obtenir la réintégration immédiate des collègues à leurs postes.

CORRESPONDANT • 27/05/2025

LES PROFS MOBILISÉS CONTRE LA CRIMINALISATION DU SOUTIEN À GAZA

En solidarité avec l'enseignante de Sens (Yonne) suspendue pour avoir organisé une minute de silence pour Gaza, des rassemblements se sont tenus dès le vendredi 23 mai devant des établissements, notamment à Paris, Lyon, Toulon... Plusieurs communiqués et motions ont été votées dans des salles des profs. Mercredi 28 mai, l'intersyndicale nationale de l'éducation a appelé à un rassemblement devant le ministère à 14 heures, avec d'autres rassemblements à Bordeaux, Rouen, Lyon, Clermont-Ferrand, Montpellier... Une grosse journée de mobilisation en soutien à la collègue.

POUR ALLER PLUS LOIN :

Jarny (Meurthe-et-Moselle) : une manifestation réussie contre les fermetures de classes !



Grenoble. Grève de la fonction publique : mobilisation importante des écoles en lutte et répression policière



Des étudiants d'Etsup en lutte contre la fermeture de leur école



Le 15 mai, les étudiants de l'École supérieure de travail social (Etsup, établissement privé) mobilisés contre la fermeture de leur école, ont défilé dans la manifestation du travail social. Cette fermeture a été annoncée dans un contexte national de coupes budgétaires massives dans les services publics

Malgré un manque criant d'assistantes sociales, d'aides-soignants, de médecins, on ferme une école qui forme les futurs travailleurs du secteur, en mettant les salariés et les étudiants sur le carreau. Ces derniers ont donc lancé une mobilisation acharnée, avec l'organisation de nombreuses assemblées générales et de rassemblements, notamment le 12 mai à Arcueil, où il était prévu de reconstruire l'école (avec 2 millions d'euros d'investissement de la région), avant la décision de la fermer complètement.

Face à cette situation, la reprise des activités est envisagée par d'autres centres de formations du travail social, tels que l'IRTS de Montrouge, ou l'Infa. Cependant, certaines filières spécifiques à l'Etsup, comme celles d'éducateur technique spécialisé ou d'assistant familial, risquent de disparaître.

Le 16 mai, la région a reçu une délégation d'étudiants, de formateurs et la direction de l'école pour discuter d'éventuelles solutions. Plutôt que d'envisager des repreneurs privés avec des fonds publics, qu'il s'agisse de foundations ou de Scop, qui seront soumis aux coupes budgétaires, il est temps d'en finir avec les formations privées dans le travail social.

Ce que revendent les étudiants est simple : la réouverture de l'école et une continuité pédagogique stable. Cette mobilisation résonne fortement avec celle contre les coupes budgétaires dans les universités. Ce n'est que le début des attaques, il faut continuer la mobilisation..

CORRESPONDANTES • 27/05/2025

CORRESPONDANTS • 27/05/2025

Des fêtes régionales

Après les succès des fêtes à Caen (130 personnes), Rennes (100), Lille (80), Lyon (110), c'était une bonne affluence aussi, plus récemment, aux fêtes de Rouen (180 entrées), Nantes (70 entrées) et Toulouse (90). Pour leurs deuxièmes ou troisièmes éditions, les fêtes régionales du NPA-Révolutionnaires attirent davantage d'amis, de proches, de sympathisants et militants, dont des travailleurs et travailleuses d'entreprises connues pour les luttes qui y sont menées (PSA, Vencorex, Lubrizol, Airbus, SNCF et beaucoup d'autres), comme de jeunes scolarisés dans les facs et les lycées.

Rassemblements festifs, autour de spectacles (d'artistes que le showbiz a le tort d'ignorer), de « bouffe » plus ou moins élaborée (lasagnes végé ou poulet curry sauce coco, comme à Rouen), vide-greniers à prix libre pour grossir les caisses du parti...

De la politique aussi, bien sûr. Des expositions et débats sur des luttes de la classe ouvrière ou de peuples colonisés contre le joug de la France impérialiste (commémoration du 8 mai 1945 en Algérie), longue lutte du peuple palestinien

contre la politique colonialiste sioniste. À Rouen, l'équipe d'animation locale de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) est intervenue dans le débat, en reconnaissance de notre participation obstinée aux manifestations locales. Débats aussi sur les questions écologiques, sur les luttes de femmes, sur le pôle des révolutionnaires vers lequel nous tentons d'avancer.

De la culture, sociale et politique, sous forme de tables pour notre presse et celle des groupes d'extrême gauche participant à nos fêtes (Lutte ouvrière qui nous invite aussi à tenir des stands dans ses fêtes locales et nationale, parfois Révolution permanente, l'UCL, la Gauche révolutionnaire) ; sous forme de librairies et présentation d'ouvrages politiques et romans qui nous aident à comprendre - donc à combattre - le monde capitaliste.

Beaucoup de fraternité, de solidarité, de chaleur humaine dont on a besoin pour contrer ce monde capitaliste pourri par les guerres et les haines, par les nationalismes et les racismes, qui nous viennent de pouvoirs gangrenés.

Nos porte-paroles nationaux, Selma et Gaël, saisissent ces occasions pour aller à la rencontre de nos proches et potes de régions. Note optimiste : à Toulouse, un « chamboule-tout » a été plébiscité. Si les gosses en sont à vouloir tout chambouler, l'avenir est à nous !



À vos agendas :

• 4 juin PARIS



• 6 juin MARSEILLE



• Du 7 au 9 juin PRESLES (région parisienne)



• 21 & 22 juin IVRY-SUR-SEINE



UN MEETING À IVRY-SUR-SEINE (94), LE 21 MAI

La réunion qui s'est tenue à Ivry le 21 mai a rassemblé près d'une cinquantaine de personnes. Elle répondait à un besoin de discussions exprimé dans notre milieu large à la suite des annonces sur le réarmement et la guerre commerciale de Trump. À la tribune : un camarade de France Travail (sur les attaques contre le RSA et les chômeurs), une camarade de la Pitié-Salpêtrière (sur les raisons de se mobiliser dans les hôpitaux), une camarade du secteur jeunes (sur les révoltes de jeunes en Serbie et en Turquie), et Selma Labib, conductrice de bus et porte-parole nationale du parti, sur la situation générale et les racines de nos espoirs révolutionnaires...

• Du 23 au 27 août BARBASTE



Lycées privés : au nom du Père, du fisc et du blé public

Aujourd'hui en France, 2 millions d'élèves (sur les 17 millions scolarisés) fréquentent des établissements privés sous contrat. Parmi ceux-ci, l'enseignement catholique représente 96 %. Cette présence massive de l'enseignement religieux dans le système éducatif français est revenue sur le devant de la scène avec plusieurs scandales... Le lycée-collège Notre-Dame de Bétharram en premier lieu, avec la dénonciation des violences, des sévices physiques et des abus sexuels, entre autres par la fille de François Bayrou.

Les médias et le gouvernement font la chasse aux établissements privés musulmans (comme Averroès), suspectés par lui d'enfreindre laïcité et sacro-saints principes républicains. Ils ne sont sans doute pas plus exempts de dérives que les autres, mais il suffit d'aller au complexe Stanislas, dans le 6^e arrondissement de Paris, pour découvrir que le sexe, l'homophobie, le harcèlement et la propagande anti-IVG font la loi. Et ce n'est pas la fréquence des contrôles qui va arranger ça : en moyenne, il y en a un tous les 1500 ans pour les établissements catholiques et juifs quand c'est un chaque année pour les 126 établissements musulmans !

FERMER LES YEUX POUR MIEUX REMPLIR LES POCHE

Malgré les scandales, rien ne ralentit la frénésie des subventions. Stanislas a pu bénéficier sur l'année 2022-2023 de 1,3 million d'argent public ; de quoi financer les neuf gymnases et piscines de l'établissement... et générer près de 3 millions « d'excédent d'exploitation », c'est-à-dire de profits. L'éducation, un business comme les autres, gavé d'argent public.

Neuf établissements privés sur dix sont financés à plus de 75 % par l'État. L'éducation nationale allonge la majorité des subventions (8 milliards d'euros), mais les autres minis-

teries, les collectivités territoriales et administrations publiques ne sont pas en reste, avec respectivement 1 milliard, 2,7 milliards et 1,8 milliard en 2022. De plus, l'école privée peut compter sur des mécènes privés, ordres ecclésiastiques et entreprises, qui financent des projets en faveur de « l'égalité des chances » (entre 2000 et 4000 euros l'année à Stanislas, où on ne peut pas vraiment parler d'une grande mixité sociale). Mais comme ce n'était visiblement pas assez, la loi de finances 2025 exonère les établissements privés de toute taxe d'habitation, après un court rétablissement en 2023. Pas étonnant que le secrétaire général de l'enseignement catholique ait envoyé une lettre aux chefs d'établissement pour leur demander de ne pas oublier de remercier les responsables politiques qui ont soutenu ce projet de loi, en premier lieu François Bayrou. Alors que les établissements publics subissent année après année des coupes budgétaires, l'enseignement privé catho se porte bien, à défaut des conditions d'éducation des élèves - si un élève sur dix ne sait pas lire correctement à la fin du collège, ils n'ont qu'à apprendre à prier !

DARIA SEBBA • 27/05/2025

FICHAGE, FILATURES, MICRO, CAMÉRAS ESPIONS : LA PRÉSIDENCE DE NANTERRE EMPRUNTE DES TECHNIQUES POLICIÈRES CONTRE DES MILITANTES ET MILITANTS

Révoltant. Le journal en ligne StreetPress a démontré – dans l'enquête jointe à cet article – que depuis au moins 2021, la présidence de la fac de Nanterre, dirigée par Madame Rolland-Diamond, organise en toute illégalité l'espionnage de militantes et militants de l'Uef Nanterre : pas question que des étudiants s'organisent !

MADAME ROLLAND-DIAMOND VEUT METTRE FIN À UNE TRADITION MILITANTE, SANS SUCCÈS

Tous les ans, à l'initiative de l'Uef Nanterre, un collectif de Sans-Fac – des étudiantes et étudiants refusés sur les plateformes de sélection – se constitue sur la fac pour obtenir des inscriptions. De 2018 à 2022, ces campagnes et mobilisations, auxquelles participent activement les militants du NPA-Révolutionnaires, ont arraché des centaines d'inscriptions. Depuis 2021, la présidence de Nanterre déploie de gros moyens pour mettre fin à cette mobilisation annuelle. C'est à ce moment que se sont mises en place les pratiques décrites par StreetPress.

Dans les faits, la présidence dépense des millions d'euros en vigiles privés et en dispositifs de surveillance pour défendre par tous les moyens sa politique. Ces pratiques illégales sont mises en œuvre par une direction qui se proclame de gauche et « progressiste », mais qui applique la politique du gouvernement et réprime ceux qui luttent !

SCANDALE À NANTERRE, LOI « CONTRE L'ANTISÉMITISME »... ILS ONT L'AIR D'AVOIR PEUR DES MOBILISATIONS ÉTUDIANTES !

La présidence de Nanterre a développé ces pratiques illégales dans un contexte où se multiplient les attaques contre l'enseignement supérieur et les services publics.

Partout les universités interdisent des réunions publiques, installent des vigiles pour contrôler les cartes et les accès, retirent des locaux associatifs (comme le local du NPA-Jeunes-Révolutionnaires à Nanterre), multiplient les sanctions disciplinaires contre les militants comme à Sciences Po, Nantes et Montpellier. Le Parlement vient d'adopter une loi « contre l'antisémitisme » qui met en place de nouveaux outils pour réprimer le mouvement étudiant et spécifiquement le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien. La même logique, orchestrée par le patronat, que celle qui envoie au tribunal des militants comme Anasse Kazib, pour son soutien à la Palestine, ou Gaël Quirante et Yann Le Merrer, pour leur activité syndicale.

Le gouvernement et les présidences d'université ont peur que les étudiants s'organisent pour contester leurs politiques. Une réunion des organisations de jeunesse, à l'initiative du NPA-Jeunes-Révolutionnaires, vient d'appeler à rejoindre la grève du 5 juin et à organiser une nouvelle journée de mobilisation à la rentrée universitaire. Donnons raison aux craintes du gouvernement et de leurs relais ! À la rentrée, reprenons la rue contre les coupes budgétaires et pour un enseignement supérieur gratuit et ouvert à tous et à toutes !

G. HENRI • 27/05/2025

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉvolutionnaires ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes_revo

Strasbourg : contre le génocide à Gaza, les lycéens ne se résignent pas !

J eudi 15 mai, les lycéens de trois établissements (Marie Curie, Pontonniers et Fustel de Coulanges) ont organisé des blocages à l'occasion des 77 ans de la Nakba et pour dénoncer le génocide en Palestine.

À 8 heures, au lycée des Pontonniers, les CRS appelés par la proviseure se sont acharnés contre les élèves mobilisés : intimidation, coups, gazage à bout portant et placages au sol, envoyant même un jeune aux urgences. Face à cette brutalité policière – qui s'est poursuivie le lendemain par la garde à vue de 14 heures d'un lycéen – un rassemblement d'une centaine de personnes a eu lieu en solidarité avec les élèves réprimés.

Si récemment certaines diplomates européennes tentent de se donner bonne conscience en critiquant Israël, les États répriment toujours autant.

La jeunesse mobilisée montre la voie : refusons le silence et la résignation, continuons d'exprimer notre solidarité internationaliste en prenant la rue et en nous organisant sur nos lieux d'études. État d'Israël assassin, États impérialistes complices !

NIKI NOURY & CLARA MONTEL • 27/05/2025



À LIRE ÉGALEMENT



« L'article de StreetPress



Notre article sur la loi antisémitisme



NPA
JEUNES
RÉvolutionnaires